

LA REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Scientifique, Politique, Littéraire

Directeur : Charles RAPPOPORT



SOMMAIRE DU N° 10

<i>Le Centenaire de Frédéric Engels.....</i>	Ch. Rappoport.
<i>Les succès des Soviets et leurs difficultés....</i>	Lénine.
<i>Le Procès de l'assassin de Jaurès.....</i>	Jacques Mesnil.
<i>Trois années du Régime économique des Soviets</i>	Larine.
<i>Spa ou Moscou ?.....</i>	Clara Zetkin.
<i>Unité révolutionnaire ou Unité confusion- niste ?.....</i>	Ch. R.
<i>Un Chapitre du Martyrologe de la Révolution. Chronique Internationale (Italie, Turquie).</i>	Noël Garnier.
<i>A travers les Livres</i>	Bernard Lecache.

Le N° : 3 francs

Rédaction et Administration :

17, rue Grange-Batelière, 17

PARIS (IX^e)

Tél. : Bergère 41-89

La Revue Communiste autorise la traduction et la reproduction de ses articles.

LA REVUE COMMUNISTE

Mensuelle

Directeur : Charles RAPPOPORT

17, Rue de la Grange-Batelière — Paris (IX^e)

TARIF DES ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois	Trois mois
France :	25 fr.	13 fr.	7 fr.
Etranger :	30	18	10

Le numéro 3 fr.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE	
50 numéros	25 francs
ÉTRANGER	
50 numéros	30 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à :

René REYNAUD
123, rue Montmartre. — PARIS

La Vie Ouvrière

Administration et Rédaction :

96, Quai Jemmapes. — PARIS (X^e)

Téléphone : NORD 87-59.

ABONNEMENTS :

FRANCE	
Six mois.... 5 francs	— Un an.... 10 francs
EXTÉRIEUR	
Six mois.... 6 francs	— Un an.... 12 francs

1^{re} année

N^o 10

Décembre 1920

La Revue Communiste

Scientifique, Politique, Littéraire

Le Centenaire de Frédéric Engels

(28 novembre 1820 — 28 novembre 1920)

Marx et Engels ! Ces deux noms brilleront pour toujours dans le livre d'or de l'Humanité en lutte pour son émancipation intégrale. Il serait vain et peu conforme à l'esprit des fondateurs du Communisme moderne de rechercher quelle est au juste la part de chacun dans leur immortelle œuvre *commune*. Ils furent des communistes, non seulement en théorie, mais aussi dans la pratique ; ils vivaient leurs idées. Comme communistes, ils n'avaient qu'un respect relatif pour la prétendue propriété des choses et des idées. Et ils seraient bien embarrassés eux-mêmes pour déterminer ce que fut la *propriété* de chacun dans l'arsenal des armes aiguisées à la moderne dont ils ont doté le prolétariat révolutionnaire international.

Dans l'ordre spirituel ainsi que dans l'ordre matériel, Marx et Engels ne demandaient qu'une chose ; l'expropriation des monopoleurs au profit de tous !

Seul l'*idiotisme* bourgeois — dans le double sens du mot : étymologique et psychologique — qui rétrécit l'infinie variété et la complexité de la vie aux misérables dimensions d'un atome individuel — le *Moi* !! — est constamment préoccupé, dans la genèse des idées, d'enregistrer et de *notarier* leurs « vrais » propriétaires — ce qui est, pour la plupart, un problème matériellement insoluble. Les Com-

munistes savent que les idées constituent « la propriété » commune de toute l'évolution du passé et du présent : des choses et des hommes.

Et si nous ne nous interdisions pas la recherche de la paternité des idées, c'est avant tout pour déterminer les liens qui existent entre les hommes et les époques, entre les idées déterminées et les conditions déterminantes. C'est, ensuite, pour découvrir les lois de leur développement. Et c'est, enfin, pour témoigner notre affection à ceux qui, en donnant aux idées une forme définitive, *correspondante à leur époque*, contribuent, par leur travail, leurs luttes et leurs souffrances, à leur réalisation.

Engels se considérait lui-même comme un disciple de Karl Marx ou comme son collaborateur à moindre contribution. Il a fait pour Marx ce que peut-être aucun homme public, aucun savant n'a jamais fait ; il se condamna lui-même à un travail matériel et désagréable — à celui d'un vulgaire commerçant pour assurer à son ami la possibilité d'achever une œuvre — le *Capital* ! — dont il le savait seul capable. Il faisait fi de sa propre gloire pour assurer celle de son ami et surtout le succès de leurs idées communes. Que nous sommes loin des querelles dans le genre de celles qui éclatèrent entre Newton et Leibnitz ayant pour objet la question de la *propriété* de l'invention du calcul infinitésimal.

Engels fut, à son tour, un maître. Il connaissait à fond les sciences militaires, car il savait que le sort de la société capitaliste se déciderait par les armes, par la guerre et par la révolution. Ses études sur la guerre de 1870-71 firent sensation. Comme il ne les signait, on les attribuait à un général de renom.

C'est Engels qui dans son *Anti-Duhring* a formulé la *philosophie marxiste* et défini la méthode dialectique. Il a développé ses idées dans son *Ludwig Feuebach* et dans ses études publiées par la *Neue Zeit* de Karl Kautsky fondée dans l'année même de la mort de Karl Marx (1883).

Même le poète socialiste anglais Wells, qui ne pardonne

pas à Marx de n'avoir pas composé son *Capital* en vers (1), serait obligé de reconnaître que le style d'Engels n'a rien de pédant.

C'est la vie même qui se retrouve sous la plume alerte et souvent cruellement acérée d'Engels.

Plus jeune que Marx de deux ans, Engels est décédé douze ans plus tard (1895). Il a pu assister au développement du mouvement socialiste dans le monde entier. Il fut un des fondateurs de la deuxième Internationale, un de ses guides. Et il se réjouissait des succès des Partis socialistes de tous les pays. Le mouvement socialiste allemand se trouvant sous son influence directe l'intéressait tout particulièrement. Il se considérait comme membre de l'« état-major » de la social-démocratie. Les succès électoraux de la social-démocratie, qui furent considérés par le monde socialiste tout entier, comme autant de triomphes pour l'idée socialiste, l'enthousiasmèrent au point de lui arracher dans sa fameuse *Préface* un véritable hymne à l'action légale. D'ailleurs cette *Préface* qui faisait des réserves sur les limites de l'action légale, ne fut jamais rétablie dans son texte authentique, par les chefs du Parti — pour ne pas effrayer les électeurs...

Que celui qui n'a jamais été grisé par le succès électoral jette à Engels la première pierre ! Il faut cependant noter à l'actif d'Engels que la croissance vertigineuse et inattendue de la social-démocratie ne l'aveuglait pas ; il constatait, blâmait et redoutait le développement de l'esprit petit-bourgeois dans les rangs du Parti fier de ses millions d'électeurs.

Il me semble qu'il avait un sentiment national plus développé que celui de Marx. Se plaçant sur le terrain des *réalités présentes*, il ne rejetait pas la défense nationale devenue fatale pour la II^e Internationale. Il prévoyait la guerre mondiale dans ses brillantes études sur la politique extérieure publiées, pour la première fois, en russe dans le *Socialdémocrate* de George Plékhanoff. Dans ses lettres intimes, il souhaitait la victoire allemande. Et il en don-

(1) Voir ses articles sur le Bolchevisme dans le « Progrès Civique ».

nait les mêmes raisons que Liebknecht père et Jules Guesde, lorsqu'ils mettaient en avant pour combattre l'antimilitarisme agissant : les intérêts de la Révolution liés au pays où le mouvement socialiste a atteint son plus haut développement. Nul doute qu'*au point de vue numérique et par sa force d'organisation*, c'était l'Allemagne.

Cette funeste erreur qui, sous le faux nom de la défense nationale, a tué la deuxième Internationale, fut partagée par la quasi-totalité des chefs de la « deuxième ». Elle correspond à cette phase du mouvement prolétarien où la conscience internationale n'est pas suffisamment développée. Engels aurait été le premier à tirer des leçons salutaires de la guerre mondiale où l'impérialisme a su exploiter d'une façon cynique l'idée de la défense nationale pour exterminer le plus clair des forces nationales.

Cette erreur d'un grand esprit aussi pénétrant et aussi clairvoyant que celui d'Engels ne fait que confirmer sa propre doctrine : il n'est donné à personne de s'élever *en tout* au-dessus de son époque. Ainsi Aristote et Platon, peut-être les plus grands génies de tous les temps, croyaient à l'éternité de l'esclavage antique !

Les enseignements des génies ne doivent pas paralyser notre esprit critique, au contraire !

L'erreur d'Engels, sur ce point spécial, peut et doit être corrigée par l'application de la méthode d'Engels lui-même : toute vérité est relative et déterminée par les circonstances. Suivons l'esprit et non la lettre des œuvres de nos grands maîtres : Marx et Engels.

Charles RAPPOPORT.

Les Succès des Soviets

LEURS DIFFICULTES

XIII. — *Les fruits de la lutte au sein de notre parti*

Dans ce sens, la lutte qui éclata l'année passée au sein de notre parti fut très féconde. Il y a eu de rudes rencontres, mais c'est la conséquence de toute lutte, et nous avons acquis une expérience pratique dans une question qui ne s'était jamais posée ; cependant il est impossible de réaliser le communisme si on ne la résoud pas. La tâche qui consiste à raccorder la révolution prolétarienne avec la culture bourgeoise, avec la science et la technique bourgeoises qui étaient jusqu'à présent la propriété de quelques-uns, cette tâche — je le répète — est extrêmement difficile. L'organisation, la discipline de l'élite ouvrière jouent un rôle prépondérant. Si en Russie il n'y avait pas à la tête des millions de paysans timides, arriérés, complètement incapables à une action créatrice indépendante, opprimés depuis des siècles par leurs seigneurs, s'il n'y avait pas eu, dis-je, à la tête de ces paysans une élite d'ouvriers de la ville jouissant de la pleine confiance des paysans, et que ceux-ci considèrent comme leurs égaux, s'il n'y avait pas eu cette organisation qui unissait la masse des travailleurs et qui pouvait leur expliquer et les convaincre de la nécessité de s'approprier la culture bourgeoise, s'il n'y avait pas eu tout cela, la cause des communistes aurait été désespérée.

Et je ne vous dis pas cela en me plaçant à un point de vue abstrait, mais en me plaçant au point de vue de l'expérience de tous les jours, pendant une année d'action. Quoique dans cette expérience il y ait beaucoup de petites choses qui sont parfois ennuyeuses et désagréables, il faut voir derrière toutes ces bagatelles quelque chose de plus élevé ; il

faut comprendre que toutes ces bagatelles, ces conflits entre le comité de fabrique et l'ingénieur, entre ce soldat rouge et cet officier bourgeois, entre le paysan et l'agronome bourgeois, tous ces conflits, tous ces frottements, toutes ces bagatelles ont une importance très grande. Nous avons vaincu le préjugé qu'il faut jeter tous ces hommes par-dessus bord. Nous nous sommes emparés de cette machine ; pour l'instant elle marche encore mal, et nous ne nous faisons pas d'illusion, à chaque pas elle s'arrête ; à chaque tour son moteur rate, à chaque pas elle tombe dans le fossé mais nous l'en retirons, nous la mettons en marche et nous la mènerons dans la bonne voie. C'est ainsi, c'est seulement ainsi que nous parviendrons à nous tirer du marais profond de la désorganisation, du marais de la ruine et de l'abrutissement, du marais de la misère et de la famine, où la guerre nous a poussés et où les impérialistes de tous les pays s'efforcent de nous maintenir.

Nous avons commencé à nous en sortir. Ce sont nos premiers pas.

Une année d'action soviétique nous a appris à ne jamais perdre de vue cette tâche, et c'est la plus grande conquête que le pouvoir des soviets ait faite cette année. Il n'est point dommage d'y avoir perdu une année. Nous n'allons plus comme auparavant interpréter théoriquement l'importance des professionnels bourgeois et des organisations prolétariennes, mais nous utiliserons toute notre expérience dans tous les comités de fabrique et dans toutes les organisations économiques agricoles. Si nous avons posé les bases de l'armée rouge, s'il existe des entreprises nationalisées où les ouvriers ont compris leur devoir et ont commencé à élever la productivité du travail avec l'aide des techniciens bourgeois qui essayent de faire machine arrière, mais que les organisations ouvrières forcent d'avancer de pair avec le pouvoir des soviets — le pouvoir des soviets a fait sa plus grande conquête. Ce travail est peu remarquable, il n'a rien d'éblouissant, il est difficile de l'apprécier à sa vraie valeur, et cependant c'est précisément ce travail qui marque le pro-

grès de notre mouvement ; car partis de la simple tâche d'opprimer simplement les exploités, nous sommes arrivés à la tâche d'apprendre à la masse et à nous-mêmes comment il faut faire pour construire l'édifice social communiste avec les pierres à bâtir capitalistes et comment forcer les techniciens bourgeois à travailler avec nous. Nous ne pouvons vaincre que de cette manière. Et maintenant, nous savons que nous remporterons effectivement la victoire si nous continuons à suivre la même voie que nous avons suivie jusqu'à présent.

Camarades, je passe à la dernière question sur laquelle je ne dirai que quelques mots, car j'ai déjà parlé longtemps, c'est la question des rapports avec la campagne.

J'ai parlé jusqu'à présent de l'œuvre militaire, de la dictature, de l'utilisation des techniciens bourgeois, et il y a dans cette question de nos rapports avec la campagne une nouvelle et grande difficulté en ce qui concerne la reconstruction communiste.

Que faut-il faire lorsque le prolétariat s'empare du pouvoir dans un pays où le prolétariat des villes est en minorité, tandis que la majorité est formée de paysans, habitués à produire isolément et complètement pénétrés de cette habitude.

XIV. — *Sur quoi s'appuie le pouvoir des soviets au village*

La plupart des paysans sont tellement minés, appauvris, meurtris par l'oppression exercée par les seigneurs, qu'ils viennent volontiers en aide aux prolétaires. Si l'ouvrier de la ville est tant soit peu raisonnable, discret, humain, s'il ne s'attire pas une haine justifiée en voulant jouer au maître, il trouvera auprès du paysan une confiance pleine d'amitié et l'appui le plus large. Nous le savons et c'est sur quoi s'appuie le pouvoir des soviets au village. Le pouvoir des soviets ne peut se maintenir que soutenu franchement par la majorité des travailleurs. Et nous avons obtenu cet appui, car les ouvriers de la ville, par mille moyens différents,

dont nous ne nous doutons même pas, se sont mis en relation avec la population paysanne.

L'Etat qui, dans le temps, faisait tout pour l'empêcher, fait maintenant tout pour faciliter cette tâche aux ouvriers. Et ce n'est que grâce à une telle attitude que le pouvoir des soviets se maintient.

Les grandes difficultés dont je viens de parler consistent en ce que le paysan est habitué à travailler seul, à disposer librement du blé, et cela lui semble naturel. Quoi, dit-il, moi qui travaille pour produire du pain qui me coûte tant de sang et de sueur, je ne dois donc pas avoir le droit de le vendre librement ? ! Il lui semble que c'est un tort qu'on lui fait.

Mais nous savons par l'expérience tirée de l'évolution antérieure de la Russie que la liberté du commerce signifie la liberté d'élever et d'éduquer des capitalistes. Dans un pays où règne la famine, où l'homme affamé est prêt à renoncer, pour un morceau de pain, à tout ce que l'on veut, même à sa liberté personnelle, le commerce libre, alors que le pays tout entier a faim, signifie enrichir librement la minorité et mener la majorité à la ruine.

Il faut que nous prouvions que, dans un pays tourmenté par la famine, la tâche la plus urgente est de venir en aide au paysan. Mais aider le paysan c'est avant tout et uniquement centraliser toute son activité, concentrer sa masse même, car les paysans sont dans leur masse dispersés, décentralisés ; ils sont habitués à vivre et à travailler isolément.

Ce que l'on devait faire par la violence est déjà fait. Nous n'hésitons pas à nous servir de la violence ; nous savons bien que parmi les paysans, il y a des profiteurs qui nous ont opposé une vive résistance et qui notamment organisaient des gardes-blanches et fomentaient des révoltes. Mais il n'en est pas ainsi de toute la population paysanne. Les paysans ayant une propriété importante sont en minorité et à leur égard il n'y a qu'à lutter et lutter encore. On est forcé de les opprimer, et nous les opprimons. Mais une fois

cette tâche d'oppression des exploités au village victorieusement terminée, une autre s'impose que l'on ne peut pas réaliser par la violence. Au village comme partout ailleurs, cette tâche ne peut être réalisée que par une organisation de masse et par une influence éducative constante exercée par le prolétariat de la ville sur la population villageoise.

Réaliserons-nous cette tâche ? Oui, nous le savons par expérience, et comme une énorme majorité de paysans ont une confiance absolue dans le pouvoir des soviets des ouvriers, c'est sur cette confiance seulement que nous pouvons poser les fondements de notre action, fondements que nous avons commencé à édifier et qu'il faut continuer à construire, mais seulement au moyen de l'influence amicale et de la discipline.

Telle est la tâche qui s'est posée à nous dans la pratique.

Lorsque nous avons organisé les comités des pauvres, lorsque nous nous sommes efforcés de réaliser l'échange de marchandises avec le village, nous n'avions pas l'intention d'approvisionner le paysan riche, mais nous voulions avant tout donner au paysan pauvre les marchandises que la ville pouvait livrer et ainsi, en aidant le paysan pauvre, vaincre, avec son aide, le paysan riche et lui prendre l'excédent du blé.

Il est infiniment difficile de résoudre d'une manière positive le problème du ravitaillement en pain de la population d'un grand pays dont les moyens de transport sont dans un très mauvais état, et c'est ce problème qui nous a donné le plus de mal.

Lorsque je me rappelle les séances du conseil des commissaires du peuple, je ne puis pas ne pas dire qu'il n'y a pas de problème sur lequel le pouvoir des soviets ait travaillé avec plus de persévérance que sur le problème du ravitaillement. Il existe chez les paysans une grande décentralisation et une grande ignorance ; on y est accoutumé à produire isolément ; on y considère la défense du commerce libre comme une atteinte portée à leurs droits, et natu-

rellement il y a aussi des fripons politiques, toute sorte de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires qui surgissent alors pour exciter les paysans et leur dire : « On vous vole ! »

XV. — *Les gredins spéculent avec la famine*

Oui, il y a des gredins qui, après une année d'action soviétique, alors que les statistiques de notre service du ravitaillement démontrent que nous avons donné au village au cours de ces derniers mois 42.000 wagons de marchandises, tandis que nous n'avons reçu en échange que 39.000 wagons de blé, il y a des gredins, dis-je, qui crient quand même : « Paysans, le pouvoir des soviets vous vole ! ».

Et alors que, dans les villes, les ouvriers dépensent leurs dernières forces, alors que la famine fait rage dans les villes et dans les régions non agricoles comme nulle part ailleurs, alors que les paysans ont pris possession des terres seigneuriales et s'approprient le blé, alors que pendant la première année du pouvoir des soviets, les paysans — nous le savons bien tous — ont travaillé pour eux-mêmes et non plus pour les seigneurs, ni pour les commerçants, alors qu'ils ont amélioré leur alimentation, au moment où la famine dévaste les villes et les régions non agricoles du pays, au moment où tous les capitalistes s'efforcent de nous tuer par la famine, alors, à ce moment, il se trouve des hommes, coiffés du bonnet de fou menchévik ou socialiste-révolutionnaire ou tout autre, qui osent dire : « On vous vole ! ». Ce sont des agents capitalistes que ces hommes, et nous ne pouvons et ne devons agir vis-à-vis d'eux que comme vis-à-vis des agents capitalistes.

Dans un temps où la famine constitue la principale difficulté du pouvoir des soviets, il est du devoir de chaque citoyen soviétique de donner tout son blé superflu aux affamés. C'est si clair, si évident, si compréhensible pour tout homme raisonnable, qu'il est impossible de faire une

objection quelconque. Le mensonge, la malhonnêteté politique sont nécessaires pour rendre incompréhensible et pour obscurcir une vérité aussi simple, aussi claire, aussi évidente.

C'est de cette vérité que l'ouvrier de la ville s'est armé. Et comme cette vérité est l'évidence même, il a continué à faire son œuvre infiniment difficile. Il a dit au paysan pauvre : nous sommes avec vous la vraie base, le vrai appui du pouvoir des soviets. C'est pour cette raison, pour unir toute la population que nous avons créé les comités des pauvres, que nous avons organisé l'échange de marchandises et que nous avons réuni toutes les sociétés coopératives. Tous les décrets concernant l'agriculture étaient pénétrés de cette idée fondamentale, tous les appels aux ouvriers de la ville disaient : « Unissez-vous aux paysans pauvres, autrement vous ne parviendrez pas à résoudre la question la plus importante et la plus difficile : la question du pain ». Et nous avons dit au paysan : « Ou bien tu t'uniras à l'ouvrier de la ville et alors nous vaincrons, ou bien tu écouteras les dires des capitalistes et de leurs agents et de leurs laquais de toute sorte, en habit menchévik, qui essayent de te persuader : « Ne te laisse pas voler par la ville ; fais le commerce librement ; celui qui est riche gagnera, que t'importe si les autres meurent de faim », — et alors tu périras toi-même, tu redeviendras l'esclave des capitalistes et tu pousseras à la ruine la Russie des Soviets. Ce n'est qu'au temps du capitalisme que l'on raisonnait ainsi : « Je fais le commerce et je gagne ; chacun pour soi et Dieu pour tous. » Ainsi raisonnaient les capitalistes qui provoquaient les guerres, et c'est pour cette raison que les ouvriers et les paysans étaient des mendiants et un très petit nombre d'hommes — des milliardaires.

Tout le problème est donc : comment approcher le paysan pour faire du travail pratique, comment organiser les paysans moyens et pauvres pour pouvoir combattre à chaque instant leur tendance vers le retour au passé, leurs essais de revenir au commerce libre, leur désir d'agir « libre-

ment ». Le mot « liberté » est un bon et beau mot. A chaque instant on dit « liberté » : liberté de faire le commerce, liberté de vendre, liberté de se vendre, etc. Et il se trouve des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, des gre-dins, qui conjuguent ce beau mot de liberté et dans tous les articles de journaux et dans leurs discours. Ce sont tous, sans exception, des imposteurs, des catins du capitalisme, qui poussent le peuple en arrière.

XVI. — *La lutte contre la famine*

La lutte contre la famine était dans ces derniers temps le principal souci, le principal but de l'action du soviét des commissaires du peuple et du soviét de la défense.

Maintenant, au seuil du printemps, la famine est un grand malheur pour nous. Et c'est au printemps que nous aurons à passer les moments les plus difficiles. De même que, l'année passée, la fin de l'hiver, le printemps et le commencement de l'été étaient le plus difficiles à traverser, de même à présent nous entrons dans une période difficile. C'est maintenant que grandissent une fois de plus les espoirs des gardes-blanches, des seigneurs et des capitalistes qui, n'ayant pu vaincre par la guerre ouverte, espèrent profiter de la famine pour terrasser le pouvoir des soviets.

Et les hommes qui se donnent le nom de menchéviks ou de socialistes-révolutionnaires — qu'ils soient de droite ou de gauche — et qui sont tombés si bas qu'ils se déclarent les adversaires du parti des travailleurs, mais qui, aussitôt que la question du ravitaillement devient un peu plus aiguë, essayent d'en profiter et de soulever la population contre le pouvoir des ouvriers et des paysans, ceux-là ne comprennent point que de même que l'année passée la trahison de Mouravieff, socialiste révolutionnaire de gauche, a coûté la vie à des milliers et des milliers d'ouvriers et de paysans faisant la guerre aux gardes-blanches sur le front oriental, de même maintenant une politique semblable, une agitation et une exploitation de la famine, comme font actuellement

les socialistes-révolutionnaires de gauche soi-disant pour le bien-être des ouvriers, de même maintenant, dis-je, une telle politique et une telle action ne sont autre chose qu'un appui direct prêté aux gardes-blanches. Chaque agitation semblable nous coûte des milliers d'hommes sacrifiés inutilement dans la lutte contre les blancs. L'année dernière, alors que Mouravieff avait accompli sa trahison, il avait laissé ouvert le front presque tout entier et il nous a amené toute une série de lourdes défaites.

C'est pour ces raisons que je voudrais, d'une manière aussi concise que possible, passer en revue les faits essentiels de la lutte contre la famine.

XVII. — *L'espoir ferme que le ravitaillement va s'améliorer*

Si, maintenant comme au printemps de l'année passée, notre situation au point de vue de ravitaillement est devenue plus mauvaise, nous avons non seulement le ferme espoir que nous surmonterons cette difficulté, mais aussi que lorsque cette crise se terminera, nous serons dans de meilleures conditions que l'année passée. Cet espoir se fonde sur le fait que la situation dans le sud et dans l'est de la Russie est bien meilleure qu'elle n'était l'année passée, et que le sud et l'est sont les principaux greniers de la Russie. Ces derniers jours, au Conseil de la Défense et au Conseil des Commissaires du peuple, nous avons établi qu'il y a près de 9 millions de pouds de blé accumulés sur les lignes de chemin de fer de Kazan à Saratow, de Volga à Bouglouina et de Samara vers l'Est, de l'autre côté de la Volga.

La plus grande difficulté, le plus grand danger, c'est que nos transports sont si malades et le nombre des locomotives si réduit que nous ne sommes pas sûrs de pouvoir transporter tout ce blé. Le transport du blé était notre principale préoccupation, ces temps derniers, et c'est pourquoi nous avons eu recours à des mesures telle que la suspension complète du transport des voyageurs du 18 mars au 10 avril.

Nous n'ignorons pas la difficulté ; il y aura des agitateurs, qui iront au secours des gardes blancs en criant : « Tenez, regardez, le peuple meurt de faim et on le prive du droit de voyager pour qu'il ne puisse pas aller chercher du pain ». Mais, nous le répétons, à chaque difficulté nouvelle, nous comptons sur l'intelligence des ouvriers honnêtes ; ils seront de notre côté.

La suppression des trains de voyageurs nous permettra, d'après les prévisions des experts, de disposer de 200 locomotives de plus pour le transport du blé. Les locomotives des trains de voyageurs sont plus faibles, fournissent bien moins de travail que les locomotives des trains de marchandises, mais nous avons calculé que nous pourrions transporter du 18 mars au 10 avril, rien qu'avec les locomotives des trains de voyageurs, près de 3 millions et demi de pouds de blé. Si, cependant, nous laissons faire les spéculateurs et les gens affamés qui se disperseraient partout, ils ne pourraient transporter qu'un demi-million de pouds de blé et cela, en mettant tout au mieux. Cette vérité sera confirmée par tous les cheminots expérimentés, par tous ceux qui ont voyagé sur les lignes de la Volga et ont vu le blé déchargé souvent jusque dans la neige. Les sacs pourrissent parfois, mais, même sans cela, le blé devient humide ; le dommage est surtout grand lorsque commence la crue des eaux. Et nous nous sommes décidés à recourir à cette grave mesure, convaincus que la vérité ne pourra jamais être dissimulée aux ouvriers, que les agitateurs des socialistes révolutionnaires de gauche ne parviendront pas à mettre la masse ouvrière sur une mauvaise voie et que cette vérité triomphera de toutes les attaques.

Une mesure, même aussi grave que cette suppression des trains de voyageurs, qui, par contre nous procurera plusieurs millions de pouds de blé, nous oblige à combattre les mensonges, et les calomnies lancés à son sujet ; il faut qu'on sache que, seule, cette mesure nous donnera du pain en quantité suffisante, avec l'aide des ouvriers de Pétrograd,

de Moscou et d'Ivanovo-Vosnessensk, qui sont allés en chercher dans le sud de la Russie.

Aucune autre ville n'a consacré autant de soins à l'organisation du ravitaillement que Pétrograd ; toutes ses meilleures forces sont déjà à l'œuvre ; il est indispensable que les ouvriers d'autres grandes villes agissent de même.

La révolution sociale ne peut pas être menée à bonne fin sans la classe ouvrière ; elle ne peut pas être réalisée si la classe ouvrière ne contient pas en elle-même autant de forces qu'il est nécessaire pour diriger les millions de paysans opprimés, martyrisés par le capitalisme, de paysans illettrés et décentralisés. Mais seuls les ouvriers les plus avancés peuvent les diriger. Cependant, les meilleures forces se sont déjà dépensées et sont fatiguées. Il faut donc que nous les remplacions, en faisant travailler les hommes moyens et la jeunesse. Il est possible qu'ils commettent des fautes — ce ne sera pas un grand malheur s'ils sont seulement dévoués à la cause du prolétariat et s'ils sont élevés dans un esprit prolétarien combatif.

XVIII. — *Les réserves de blé*

dans les régions de la Volga et autres.

Nous avons déjà pris toute une série de mesures pour envoyer les meilleures forces sur le chemin de fer de la Volga-Bouglouma. Le camarade Brioukanoff est parti là-bas avec un détachement d'ouvriers. Des détachements militaires sont partis pour d'autres lignes et je répète que nous avons là un sérieux espoir d'avoir du pain. Nous aurons un semestre difficile, mais ce sera le dernier, car, au lieu d'un ennemi qui gagne en force, nous avons un ennemi qui se décompose et le mouvement soviétiste devient de plus en plus fort dans tous les pays.

Voilà les raisons qui nous ont permis de déclarer, après un examen attentif de nos prévisions, que la suppression des trains de voyageurs nous donnera la possibilité de nous procurer plusieurs millions de pouds de blé et d'utiliser

ainsi les riches greniers que sont la Russie du Sud et de l'Est. Au cours de ce semestre difficile qui commence, nous vaincrons notre principal ennemi, la famine ; nous nous trouvons déjà dans une position meilleure que l'année dernière, car à présent nous disposons de réserves.

L'année passée, les Tchéco-Slovaques ont pénétré jusqu'à Kazan et Simbirsk, l'Ukraine était sous la botte du militarisme allemand, Krassnov organisait une armée sur le Don avec de l'argent allemand, et nous étions séparés de nos régions du Sud. Maintenant, l'Ukraine est libérée du joug des impérialistes allemands qui voulaient exporter de l'Ukraine 60 millions de pouds de blé, mais n'ont pu en emporter que 9 millions et encore, leur a-t-on donné quelque chose qu'ils n'arrivent pas à digérer : le bolchévisme. Grâce à lui, les impérialistes allemands ont dû s'envoler ; grâce à lui s'envoleront aussi les impérialistes français et anglais s'ils parvenaient à pénétrer un peu plus profondément en Russie.

Maintenant, nous avons une Ukraine Soviétique. Et pour le pain, le gouvernement des Soviets de l'Ukraine ne nous fera pas de prix comme les ferait un spéculant ou un paysan qui dit : « Les affamés donneront des milliers pour un poud ; je me moque du monopole d'Etat, pourvu que je gagne gros, et si le peuple est affamé, tant mieux, parce qu'alors ils payeront plus ». Ainsi pense la bourgeoisie du village, ainsi pensent les gros paysans et spéculants, et ils sont aidés par tous ceux qui combattent ardemment le monopole d'Etat sur le blé, et qui réclament le « commerce libre », c'est-à-dire, pour les gros paysans, la liberté de gagner beaucoup et pour l'ouvrier à qui on ne donne rien la liberté de mourir de faim. Le gouvernement ukrainien a dit : « Notre premier devoir, c'est de venir en aide à la population affamée du Nord. L'Ukraine ne pourra se consolider que si le Nord se consolide ; l'Ukraine se consolidera et vaincra certainement si elle vient en aide au Nord ».

Les réserves du blé en Ukraine sont énormes. Il est impossible d'exporter tout le blé en une seule fois. Nous avons

envoyé nos meilleurs hommes en Ukraine et nous avons déjà reçu cette communication : « Les réserves de blé sont grandes, mais il est impossible de transporter tout à la fois, un appareil créé exprès pour cela, manque. Les Allemands ont tellement désorganisé l'Ukraine qu'un appareil semblable n'existe pas là-bas ; il y règne un chaos parfait. Nos moments les plus mauvais, alors que, dans les premiers jours de la révolution d'octobre, nous étions à Smolny et combattions la désorganisation, ces moments ne sont rien en comparaison des difficultés que l'Ukraine traverse actuellement ». De la bouche de tous les camarades ukrainiens s'élève le cri qu'il n'y a pas d'hommes, qu'il n'y a personne pour organiser le pouvoir des soviets, qu'il n'y a absolument aucun appareil social, qu'il n'y a pas de centres ouvriers, comme à Pétrograd ou à Moscou, que les centres prolétariens de l'Ukraine sont occupés par l'ennemi, que Kiew n'est pas un centre ouvrier, que le bassin du Donetz, dont la population est affamée n'est pas encore libéré des cosaques. « Venez nous secourir, ouvriers du Nord ! ».

Ainsi, nous pouvons dire, au nom des camarades ukrainiens aux ouvriers de Pétrograd qui ont, nous le savons bien, donné plus que les ouvriers de n'importe quelle autre ville : « Donnez encore une fois, faites encore une fois un effort ! » Nous pouvons et nous devons venir en aide à nos camarades de l'Ukraine, car ils ont à construire l'appareil social soviétique dans un pays qui est, plus que tout autre, dévasté par la misère et les souffrances.

Au Comité central de notre parti, nous avons examiné cette situation et nous nous sommes donné pour devoir de faire tout le possible pour aider l'Ukraine à organiser le pouvoir des Soviets et d'aller au travail lorsque nous aurons les armes en mains et lorsqu'il y aura un appareil social ; nous recevrons pour cela 50 millions de pouds de blé.

Je ne veux point vous assurer que cette tâche sera réalisée. Nous savons tous que nous n'avons pu toujours accomplir toutes nos tâches. Pouvra-t-elle cette tâche soit réalisée même

partiellement. Mais, il faut que vous sachiez avec certitude que lorsque la famine deviendra encore pire lorsque dans le Sud et dans l'Est, notre appareil de ravitaillement sera en pleine marche, il y aura alors pour nous la possibilité d'être au plus vite secourus par le sud de la Russie et d'améliorer ainsi notre situation.

XIX. — *Les victoires de l'Armée rouge*

dans une région de blé, dans la région du Don.

A côté de l'Ukraine, nous avons un autre grenier : la région du Don. L'armée rouge a fait des merveilles dans cette région. Il y a quelques semaines, notre situation dans la guerre avec Krassnoff, avec les officiers, les cosaques qui, dans le temps, étaient à la solde des Allemands et qui se sont vendus aujourd'hui aux Anglais et aux Français, notre situation dans cette guerre, dis-je, était très mauvaise il y a quelques semaines. A présent nous avons non seulement conquis avec une rapidité extraordinaire tout le pays jusqu'à Tzaritzine, mais nous avons dépassé Tzaritzine vers le Sud. Les contre-révolutionnaires de Krassnoff, les contre-révolutionnaires de la région du Don sont écrasés. Tout appui, toute aide que leur prêtaient les impérialistes ne leur ont servi de rien.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que nous avons réussi à avoir du charbon et du blé, sans quoi nous aurions péri infailliblement, car les usines et les trains se seraient arrêtés faute de charbon, et, faute de pain, les ouvriers des villes et, en général, des régions non agricoles, auraient souffert le supplice de la famine.

Les réserves de blé dans la région du Don sont aussi grandes que celles de l'Ukraine, et en ce qui concerne la région du Don, nous ne pouvons pas dire qu'il y manque l'appareil nécessaire pour le transport du blé, car chaque partie de l'armée possède une organisation communiste, des commissaires-ouvriers, des groupes d'ouvriers affectés au ravitaillement, etc. La principale difficulté c'est que les

gardes blancs, en se retirant, font sauter les ponts et rendent ainsi inutilisables les deux principales lignes de chemin de fer.

Nous avons consacré la dernière séance du Conseil de la Défense et du Conseil des Commissaires du Peuple à convoquer les techniciens et à leur demander comment faire pour nous procurer le matériel nécessaire et pour mettre en bon état au moins l'une de ces deux voies ferrées ; et nous nous sommes convaincus à la dernière séance du Conseil de la Défense que, non seulement, par un puissant effort de toutes les forces, les matériaux nécessaires à la reconstruction des parties détruites du chemin de fer peuvent être pris sur place, mais encore que les camarades qui y travaillent nous assurent pouvoir réparer les deux lignes avant la crue des eaux du printemps. Cette reconstruction de deux lignes de chemin de fer n'est sans doute pas moins importante que les victoires remportées sur les cosaques, et nous pouvons dire : « Nous avons encore quelques mois difficiles à vivre et il faut que nous fassions appel à toutes nos forces, en demandant un appui aux ouvriers de Pétrograd, de Moscou et d'Ivanovo-Vosnessensk ». A côté de l'Est d'où il est difficile de faire transporter quoi que ce soit, à côté de l'Ukraine où il existe d'énormes réserves de blé, nous avons encore la région du Don conquise par notre armée rouge. Et après avoir pris toutes les réserves, après avoir froidement calculé, après avoir tout vérifié sur les rapports et les communications, après avoir entendu les techniciens compétents, nous pouvons vous dire que nous avons la certitude la plus grande et la mieux fondée que non seulement nous subirons victorieusement l'épreuve comme l'année dernière, mais qu'en outre nous améliorerons notre situation.

XX. — *Nous avons écrasé nos ennemis*

Comment cela va-t-il finir ?

Notre ennemi intérieur se désorganise et notre ennemi extérieur ne pourra plus tenir encore longtemps. Ce sont

surtout les rapports des camarades de l'étranger, avec lesquels nous venons de créer à Moscou l'Internationale Communiste, qui nous ont donné cette conviction. A Paris, dans les réunions publiques, on chasse des tribunes les orateurs qui parlent contre les bolcheviks. Oui, la victoire est à nous ! Les impérialistes peuvent encore répandre le sang de milliers et de milliers d'ouvriers ; ils peuvent assassiner encore une Rosa Luxembourg et encore un Karl Liebknecht et des centaines des meilleurs militants de l'Internationale ; ils peuvent remplir de socialistes les prisons de France, d'Angleterre, d'Allemagne et d'Italie, — cela ne les avancera en rien. La victoire est à nous ! Car les ouvriers de tous les pays ont compris enfin malgré tous les mensonges, malgré toutes les calomnies, ce que sont les Soviets, ce qu'est le pouvoir des Soviets. Il n'y a pas de salut pour les capitalistes. Je vous dis de nouveau : ils se mettront à se quereller en faisant la paix. La France est prête à se ruer sur l'Italie ; le Japon s'arme contre l'Amérique. Ils ont chargé les peuples d'un fardeau inouï, de milliards et de milliards de dettes de guerre. Mais les peuples sont fatigués de la guerre, les produits manquent partout, la production s'est arrêtée partout, la famine règne partout. L'Entente qui promet aide aux contre-révolutionnaires ne peut pas nourrir son propre pays. Les ouvriers de Paris, aussi bien que ceux de Londres et de New-York ont transplanté le mot « soviét » dans leurs langues et l'ont expliqué à chacun, car ils se rendent compte que la vieille république bourgeoise ne peut remédier en rien à l'état de choses et que seul le pouvoir ouvrier peut les sauver.

Et si des difficultés énormes se dressent devant le pouvoir des Soviets en Russie, c'est que les pays le plus puissants du monde et les mieux armés se sont jetés sur la Russie. Mais le pouvoir des Soviets a conquis quand même la sympathie et l'appui moral de tous les ouvriers du monde. Et pour cette raison, sans exagérer en rien et sans oublier que dans d'autres pays aussi le sang des ouvriers coule et que l'on y tue d'une manière bestiale les meilleurs chefs socia-

listes, nous pouvons affirmer que la victoire, la victoire complète est à nous, car les impérialistes des autres pays commencent déjà à s'incliner, car les ouvriers sortent de l'état d'abrutissement et de mensonges où ils étaient plongés, car le pouvoir des Soviets s'est acquis les sympathies des ouvriers du monde entier. Partout, dans tous les pays, on met tout son espoir dans l'institution des soviets, on n'attend son salut que du pouvoir des ouvriers.

Si les ouvriers savent que, dans un pays arriéré, même les ouvriers non avancés, mais unis, après s'être emparés du pouvoir, ont pu créer une force résistant aux impérialistes du monde entier ; si les ouvriers ont réussi à prendre les usines aux capitalistes et à donner la terre aux paysans ; si cette vérité pénètre les ouvriers de tous les pays, nous pouvons à haute voix, avec une pleine conviction, dire encore une fois que la victoire nous est assurée dans le monde entier ; car la bourgeoisie chancelle, car elle n'arrive plus à tromper les ouvriers, car le mouvement soviétiste a pris partout racine et, comme nous avons vu naître le 25 octobre 1917 notre République des Soviets, comme nous avons vu naître à Moscou la III^e Internationale communiste, de même nous verrons bientôt naître la République internationale des Soviets !

LÉNINE.

Le procès de l'assassin de Jaurès

Le gros volume que vient de publier l'*Humanité* et qui contient la sténographie de la plus grande partie du procès Villain et un résumé complet du reste, résumé fait consciencieusement et ne concernant que des points accessoires, est un document historique et, comme tel, méritait d'être publié.

C'est, en tant que document historique que nous allons l'examiner, en essayant de nous représenter quelles seraient les impressions de l'historien futur, étudiant les origines de la guerre et abordant, pour la première fois, par la lecture de ce livre, la question de l'assassinat de Jaurès.

I

L'interrogatoire de l'accusé, les expertises médicales, les dépositions des témoins cités par la défense concordent à donner une impression précise de la psychologie de Villain.

C'est un caractère faible, timide, irrésolu, incapable d'action ; sa sensibilité est exagérée, morbide ; il manque de volonté à un degré qui semblait déjà un trouble mental (1) ; c'était un garçon délicat, sensible, sans volonté, sans énergie, n'ayant pas d'autorité, dit le Directeur du Collège Stanislas, où il a été surveillant (2) ; à l'un de ses compagnons de chambrée, au régiment, il faisait l'impression d'un être essentiellement malléable, qui, entre les mains de volontés plus fortes, est capable de faire ce qu'on lui indique ou ce qu'on lui commande (3).

Intellectuellement, c'est un *minus habens* et cette semi-imbécillité est prouvée non seulement par les dépositions

(1) Déposition de Maurice Hollande, p. 222.

(2) P. 226.

(3) Propos de Moïsnier rapporté par Longuet (p. 186).

des témoins, mais aussi par les réponses de l'accusé, notamment en ce qui concerne son « patriotisme », qui aurait été le mobile du meurtre. Il a songé un certain temps à tuer le Kaiser, mais il a abandonné ce projet en se disant : « Après tout, Guillaume II est peut-être le souverain d'Europe le plus connaisseur en art » (p. 245). Il parle du « symbole de l'heure nouvelle », ce qui signifie « que la France voyait le devoir avant tout, n'écouterait plus son intérêt personnel et mourrait pour la Patrie » (p. 25). Il débite à tout moment des mots, dont il ne comprend ni le sens ni la valeur.

Dès les premières pages du livre, l'historien apprendra à connaître Villain comme un être sans volonté, sans énergie, hypersensible, faible d'esprit, affecté de tares mentales héréditaires, bref comme un être éminemment accessible aux suggestions extérieures et tout particulièrement désigné pour servir d'instrument à une volonté étrangère.

Il constatera, d'autre part, qu'il reste beaucoup de choses mystérieuses et peu explicables dans les faits et gestes de l'assassin avant le crime et dans les circonstances du crime : Villain est revenu brusquement de Reims le 29 juillet, alors qu'il avait l'intention d'y rester au moins jusqu'au dimanche suivant, et il ne donne de son changement de détermination aucune explication claire ; Villain qui vivait très parcimonieusement et ne disposait généralement que de sommes modiques, avait plusieurs centaines de francs sur lui quand il tua Jaurès ; il était habillé de neuf, il venait de faire un repas dans un restaurant beaucoup plus luxueux que ceux qu'il avait l'habitude de fréquenter, il avait deux revolvers acquis dans des circonstances qu'il ne précise pas.

Enfin, un témoin, Daniel Renoult, a remarqué, quelques minutes avant l'assassinat, qu'un individu, qui n'était pas Raoul Villain et dont il a donné le signalement, était venu regarder pendant un instant par la fenêtre ce qui se passait à l'intérieur du restaurant. Ce témoin oculaire n'avait pas été convoqué : il a dû demander lui-même d'être entendu.

De l'ensemble de ces premières données, l'historien remportera nécessairement l'impression que Villain n'a été que l'instrument du crime, et il attendra de la suite de sa lecture la révélation du véritable auteur et l'éclaircissement de points demeurés obscurs.

II

Mais, la déception de l'historien sera profonde.

A mesure que les témoins cités pour la défense défilent devant lui, son étonnement ira croissant. Il les entendra l'un après l'autre, déclarer que Jaurès était un bon Français, un bon patriote ; qu'il n'avait jamais oublié le tort fait à la France en 1871 ; qu'il avait travaillé activement en vue de la réorganisation de l'armée et que, si l'on avait suivi ses conseils, les Français eussent remporté plus rapidement la victoire. Il les entendra tous, socialistes ou non socialistes, réciter la même antienne.

C'est M. Lévy-Bruhl, professeur à la Sorbonne, qui a vu Jaurès le 31 juillet au matin et qui parle de son inquiétude, de son angoisse patriotique, qui était toute pareille à la sienne ; pour lui, Jaurès était le symbole de la France aux yeux du monde entier.

C'est M. Aulard, autre professeur à la Sorbonne, qui parle ainsi de Jaurès : « On sent à quel point ce Français était français, et pour lui le grand éloge était de dire de quelqu'un : c'est un bon Français, c'est un vrai Français. » Et M. Aulard affirme que Jaurès serait entré le 26 août 1914 dans le second cabinet Viviani et qu'il serait devenu « le chef de la Défense nationale ».

C'est M. Renaudel, député socialiste, qui, dans une interminable déposition, refait à sa manière l'histoire des origines de la guerre pour bien démontrer le patriotisme de Jaurès.

Puis, le sénateur d'Estournelle de Constant et l'ex-ministre Thomson viennent témoigner à leur tour de l'orthodoxie patriotique de Jaurès.

M. Bidegaray leur succède pour répondre à cette question

inattendue, que lui pose l'un des avocats de la partie civile : « est-il vrai que Jaurès ait été en octobre 1910 l'instigateur de la grève des cheminots ? »

Puis, M. Albert Thomas, ancien ministre de l'Armement, fait un grand discours, dans lequel il déclare que Jaurès n'a jamais cessé de penser à l'Alsace-Lorraine et insiste sur sa modération dans la critique des gouvernements bourgeois français : « Je sais votre bonne volonté, leur aurait dit Jaurès d'après M. Thomas : je sais que nous ne voulons pas chercher en Europe une occasion de guerre, même pour la réparation du droit. » Et M. Thomas attribue beaucoup d'autres mérites à Jaurès, notamment celui d'avoir détruit les restes du « vieil esprit antimilitariste » qui subsistait dans la classe ouvrière, et d'avoir transformé si profondément l'état d'esprit du parti socialiste, que l'unité se fit au début de la guerre dans les rangs du parti et dans le monde ouvrier.

On voit ensuite apparaître M. Ribot, convoqué par M. Boncour, avocat de la partie civile, « socialiste » et ami de Jaurès, afin que l'ancien président du Conseil, « qui a attaché son nom à l'alliance franco-russe », fasse savoir dans quelle mesure il a pu apprécier « la clairvoyance patriotique de Jaurès ». Et M. Ribot, donnant à l'interrogateur la réplique désirée, nous montre un Jaurès admirant la bourgeoisie française, voulant une transformation pacifique de la société. Lui aussi fait parler le Mort et affirme qu'il n'aurait eu aucune sympathie, ni aucune faiblesse pour ce qu'on appelle aujourd'hui le bolchevisme (*sic*).

Puis, des militaires défilent : c'est le commandant Cassou, qui déclare que « tout le monde sait aujourd'hui que l'Etat-Major français n'avait jamais voulu croire à l'offensive allemande par la Belgique ni admettre cette hypothèse », donnant ainsi un certificat d'imbécillité à cet Etat-Major.

C'est le commandant Gérard, l'ami auquel Jaurès a dédié l'*Armée nouvelle*, qui affirme en passant que Jaurès tenait son fils « à l'abri de toutes les questions politiques » (p. 180).

Enlin, paraît Viviani (p. 189). C'est le clou ! Et l'historien, qui commençait à perdre patience en voyant qu'il était question de tout, excepté du procès de Villain, redevient attentif. Ce n'est point qu'il espère apprendre quelque chose touchant directement le centre de l'affaire, mais il attend du premier ministre en fonction au début de la guerre quelques détails intéressants sur les journées de la fin de juillet 1914.

M. Viviani raconte que le 30 au soir Jaurès était venu lui dire son inquiétude à la pensée qu'on pourrait appliquer le fameux carnet B. Et M. Viviani explique que sur ce carnet la police « qui est irresponsable, anonyme » avait couché le nom de 2.800 ouvriers, « sans compter des députés, sans compter des avocats coupables d'avoir défendu des syndicalistes devant la justice » : il avait été décidé que, le jour de la mobilisation, ces hommes, « considérés comme suspects au point de vue national », seraient arrêtés (seraient écartés de la mobilisation, dit M. Viviani en se servant d'un élégant euphémisme).

M. Viviani affirme que Jaurès venait plaider auprès de lui une cause déjà gagnée, car il avait pris « au fond de lui-même » la décision de ne pas appliquer le carnet B, mais ne l'avait pas fait encore connaître aux amis de Jaurès.

Il semble qu'il n'ait pas manifesté ses intentions même à ses propres collègues, car ainsi que l'historien le constatera sans peine en consultant les comptes rendus officiels des séances du Sénat, M. Malvy, dans son discours du 22 juillet 1917, a fait sur le même sujet la communication suivante :

« Nous sommes au 31 juillet 1914, M. Messimy, Ministre de la Guerre, me présente, signé de sa main, l'ordre d'arrestation (1).

(1) Des personnes inscrites sur le Carnet B, il y en avait, d'après M. Malvy, près de 4.000. Si le chiffre de 2.800 ouvriers donné par M. Viviani est exact, il reste près de 1.200 députés, avocats, etc.

Mais on en peut douter, car, dans la même séance du Sénat, M. Clemenceau a dit : « Dans ce carnet figurent 6.000 individus ». Nous laissons à l'historien futur le soin de démêler la vérité, sur ce point et sur bien d'autres, au milieu des déclarations contradictoires de ces hommes d'Etat, également sincères et dignes de foi.

« C'est la mesure qui doit précéder la mobilisation de nos forces... »

« En quittant le Conseil, où j'avais demandé à mes collègues quelques heures de réflexion (1) je priai M. Clemenceau, qui m'honorait alors de son amitié, de me recevoir. Je le trouvai à l'Homme Libre vers trois heures après-midi. »

Et M. Malvy raconte que M. Clemenceau, après l'avoir écouté attentivement, lui fit cette réponse, qui méritait assurément de passer à la postérité :

« Mon ami, vous seriez le dernier des criminels si vous ne sortiez à l'instant de mon bureau pour signer l'ordre d'arrestation. »

Donc, le 31 juillet, les collègues de M. Viviani ignoraient complètement la décision qu'il avait déjà prise au fond de lui-même le 30, et lui-même s'abstenait de la leur faire connaître. Pourquoi ? C'est ce que l'historien futur essayera de démêler (2).

(1) Cette réunion du Conseil des Ministres eut lieu le 31 au matin : il y eut ce jour-là trois réunions du Conseil, les deux autres suivirent respectivement de 4 h. à 5 h. 3/4 et de 9 h. 1/2 à minuit et quart (d'après le *Matin* du 1^{er} août). D'après les indications de M. Malvy, la mobilisation générale était donc décidée le 31 au matin ; mais, à ce moment, il n'existait qu'un seul fait de guerre susceptible de la déterminer : la mobilisation générale russe. L'état de danger de guerre ne fut décrété à Berlin (par suite de cette mobilisation) qu'à midi et la mobilisation générale autrichienne fut affichée vers 5 heures (voir plus bas). On ne conçoit donc pas comment M. Viviani ait pu ignorer à 7 h. du soir la mobilisation russe, ainsi qu'il le disait à M. de Schoen (livre jaune, n° 117).

(2) Il semble bien que la décision de ne pas appliquer le carnet B n'ait été prise qu'après la mort de Jaurès, et comme conséquence de la mort de Jaurès, qui avait payé pour tous. D'après le récit fait par Almereyda (*Bonnet Rouge* du 31 octobre 1915) et qui n'a pas été démenti par M. Malvy dans cette séance du Sénat du 22 juillet 1917 où M. Clemenceau l'exploitait contre lui, Almereyda aurait été trouver M. Malvy pour lui demander de ne pas appliquer le Carnet B ; M. Malvy, qui désirait n'arrêter personne, mais hésitait à cause du danger qu'offraient les milieux anarchistes individualistes, aurait accordé 24 heures à Almereyda pour sonder ces milieux. Et ce serait à la suite des résultats favorables de cette enquête qu'il aurait permis le lendemain à Almereyda de publier une note assurant que personne ne serait arrêté. Almereyda publia cette note le soir même : comme elle parut le 1^{er} août (numéro portant la date du 2) il faut en conclure

Il tentera aussi d'éclaircir le sens de ces phrases de M. Viviani, concernant sa dernière entrevue avec Jaurès. « C'est alors qu'il prononça certaines paroles auxquelles je répondis : « Nous marchons à la frontière ». C'était le 30 juillet à huit heures du soir.

« Nous marchons à la frontière » le 30 juillet au soir ! Mais on nous avait toujours dit, et on l'a encore répété dans le procès, que loin de marcher à la frontière, on avait tenu prudemment les troupes de couverture à 10 kilomètres de la frontière (livre jaune, pièce 106). Cela a même toujours été donné comme preuve de la volonté de paix du gouvernement français !

Rappelons que c'est seulement le 30 au soir que le tsar se décida à laisser promulguer le décret de mobilisation générale qu'il avait signé la veille au matin, à l'instigation du général Youdenitch, mais que, pris de scrupules tardifs, il avait voulu retirer ensuite.

La mobilisation russe fut la première des mobilisations générales des grands états belligérants (elle n'avait été précédée que par la mobilisation générale serbe. Notons ici pour les ingénus qui, sur la foi du livre jaune, ou sur celle de M. Grelling ou de M. Basch, pourraient en douter, qu'il est prouvé depuis longtemps (entre autres par des documents bien français) que la mobilisation générale russe a précédé de près d'un jour la mobilisation générale autrichienne (1).

que la première conversation eut lieu le 31 juillet et que pendant toute cette journée, l'indécision continua à régner quant au sort à faire aux inscrits du Carnet B. La décision a pu être prise au dernier Conseil de Cabinet le 31, lorsqu'on apprit l'assassinat de Jaurès. Alme-reyda en a naturellement attribué tout le mérite à M. Malvy et à lui-même ! Il serait intéressant d'élucider la question, dont l'importance dépasse celle d'un simple épisode.

(1) *L'Esprit public en Russie, Journal d'un Mobilisé dans Le Correspondant du 10 septembre 1914 :*

« Vendredi 31 juillet 1914.

« La mobilisation générale russe est un fait accompli. Le manifeste du tsar a été affiché cette nuit et, cette nuit même, chaque mobilisé de Pétersbourg fut prévenu individuellement. Mon valet de chambre

M. Viviani relate aussi l'effet produit par la nouvelle de la mort de Jaurès sur le Conseil des ministres réunis à l'Élysée : « Je n'oublierai jamais la voix altérée et l'accent douloureux avec lesquels le chef de l'État nous apprit d'abord la blessure grave et ensuite la mort de Jaurès. Le parti socialiste était groupé (??). Au ministère de l'Intérieur, le Préfet de police, craignant une nouvelle Commune, des désordres, une révolution, me demandait de retenir les troupes qui allaient constituer la couverture. »

L'état de panique déterminé dans les classes dirigeantes par la nouvelle de la mort de Jaurès est révélé aussi par la note que *l'Action Française* s'empressa de faire passer aux journaux pour se désolidariser du crime et démentir

l'a été à 1 heure du matin et à 7 heures il était au lieu de rassemblement. »

Ce journal d'un officier français mériterait d'être reproduit en entier : il est plein de détails intéressants sur l'état d'esprit des cercles militaires et officiels. Ce même 31 juillet « M. Paléologue paraît tout à fait certain de la guerre et s'en réjouit presque, en songeant que la situation actuelle est la plus favorable que l'on ait jamais pu espérer ». L'auteur cause avec des officiers russes : « Aucun ne cache sa joie de la guerre prochaine ».

Quant à la date de la publication de la mobilisation générale autrichienne, elle nous est connue notamment par le témoignage d'un journaliste, L. Bresse, qui était à Vienne à ce moment (voir *Les Nations*, 20 juillet 1917) : elle fut affichée le 31 juillet, à 5 heures du soir ; mais déjà, dans la matinée, s'était répandue la nouvelle que la mobilisation serait décrétée ce jour-là. C'est ce qui explique la dépêche de l'ambassadeur français à Vienne (Livre Jaune, 115).

Mais il n'est même pas nécessaire de recourir à des documents peu connus pour être fixé sur ce point d'histoire. M. Basch qui publia, en 1915, sous les auspices de la Ligue des Droits de l'Homme, une brochure intitulée *La Guerre de 1914 et le Droit* où il déclare, après une longue discussion, « qu'on peut admettre en toute impartialité que c'est l'Autriche qui a mobilisé la première », se fût épargné cette bévue en consultant tout bonnement la collection du *Matin* ; il aurait trouvé dans le numéro du 1^{er} août 1914, en première page et sur une même colonne, des indications tout à fait précises et exactes sur la date et l'heure des deux mobilisations. La mobilisation russe (d'après un télégramme de Saint-Petersbourg du 31 juillet) est simplement justifiée par les préparatifs militaires de l'Allemagne et par des considérations de stratégie.

(avant de savoir ce qu'il en était) que l'assassin fût un camelot du roi.

Malgré tout, l'on n'était point sûr de la passivité du peuple ; il y eut quelques heures d'angoisse. Mais, l'on se rasura vite et les obsèques de Jaurès furent un « deuil national ». Du haut de la tribune, M. Viviani y vit avec satisfaction voisiner la C. G. T. et la Ligue des patriotes, et, dès lors, il eut « la certitude de l'union sacrée ».

Et c'est à ces obsèques que M. Jouhaux prononça les fameux discours, dont M. Paul Boncour a cru bon de rappeler les termes : « Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir, dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaîne l'horrible crime... »

III

L'historien s'arrêtera un moment pour essayer de grouper les impressions multiples éprouvées jusque-là et de condenser les résultats de ses réflexions.

Après le premier sentiment d'ahurissement causé par les discours de ces témoins, qui n'avaient rien vu et venaient témoigner, non des circonstances ou des antécédents du crime et de la psychologie de l'accusé, mais des qualités et des vertus de la victime, comme si c'était pour la victime qu'il fallait plaider les circonstances atténuantes, — l'historien n'aura pas tardé à s'apercevoir que ce n'était point la mémoire du mort qu'on défendait (elle n'en avait vraiment pas besoin !) — mais la politique des vivants : la politique de guerre de ceux que Lénine appelle les social-traîtres, Renaudel, Thomas et consorts, qui acceptèrent les yeux fermés la thèse gouvernementale sur le conflit européen, souscrivirent à l'union sacrée, votèrent les lois destinées à museler la presse et à empêcher toute expression de pensée qui ne fût pas entièrement conforme aux conceptions officielles,

collaborèrent enfin directement au gouvernement dit de la défense nationale.

C'est ce qui explique la citation, par la partie civile, de socialistes et de non-socialistes, associés par les circonstances et s'efforçant de faire de Jaurès mort le complice de leur politique et d'écarter certaines questions embarrassantes, qui devaient susciter un examen approfondi des causes de la mort du grand orateur.

L'historien ne tardera pas à être confirmé dans son opinion par la lecture de la plaidoirie de M. Paul Boncour, qui semble la pièce capitale du volume, car c'est la seule qui soit publiée intégralement et en plus grand caractère. Arrivé au point culminant de cette plaidoirie (p. 337-329), il sera complètement éclairé :

« Elle a sonné l'heure de la mobilisation, s'écrie M. Boncour, elle a sonné, et parce qu'on avait tout fait pour prouver le bon droit de la France, parce que tout ce qu'avait voulu, pressenti, prévu, prédit Jaurès, s'était accompli, parce qu'on avait fait de tels appels à la conciliation, à l'arbitrage, que vraiment il n'y avait plus de doute possible sur la volonté de guerre des Empires centraux, tout le mécanisme redoutable, et qu'inquiétait jusqu'aux meilleurs amis de Jaurès et moi-même, joua en faveur de la France.

« Il joua, parce qu'aux termes des engagements des Congrès, c'est contre les gouvernements agresseurs que la grève et l'insurrection devaient être déchaînées. Et parce que la social-démocratie fut défailante, la démonstration fut claire pour le prolétariat français, le droit de la France apparut éclatant et la volonté de la défendre n'eut pas de déserteurs...

« Au jour de la guerre, cette discipline socialiste fut d'accord avec la discipline nationale, parce que cette guerre était juste, parce qu'on avait fait tout pour l'éviter, parce que force était bien de se défendre contre l'agression. »

Pour l'historien, ces affirmations de M. Paul Boncour n'auront de valeur que comme indices de son état d'esprit et de celui de ses associés politiques. Il ne serait pas historien s'il ignorait que personne n'accepte volontiers le rôle d'agresseur, et que, particulièrement dans cette guerre, chaque gouvernement a prétendu lutter pour la défense de

la patrie, y compris le gouvernement italien qui a engagé la nation dans le conflit en dépit de l'opinion de la majorité de la population et du Parlement, par un traité secret, pour des fins impérialistes, ce qui ne l'a pas empêché d'être salué comme l'un des champions du Droit par les socialistes du genre de M. Paul Boncour : lui aussi faisait une guerre juste (on eût dit autrefois une guerre sainte, et naturellement elle était sainte pour les musulmans comme pour les chrétiens, et Dieu était avec chacun des belligérants, tout à fait comme aujourd'hui).

L'historien verra les conséquences de cette vision partielle des événements dans le vague et la confusion où se maintient volontairement M. Boncour, en employant constamment le mot *on* là où il s'agirait de préciser : « *on* avait fait de tels appels à la conciliation... *on* avait fait tout pour éviter cette guerre... Qui, *on*? Si M. Boncour précisait conformément à la vérité, il détruirait toute son interprétation du passage de Jaurès qu'il vient de citer (p. 325-327).

Et, c'est de même en vertu de cette déformation initiale de la vérité, que M. Boncour représente Jaurès comme ayant travaillé dans un but patriotique à « faire accepter au prolétariat socialiste l'alliance avec le tsar de Russie » (p. 272).

L'historien, habitué désormais aux surprises de ce singulier procès, ne s'étonnera plus en voyant l'avocat de Villain, M. Zévaès, un adversaire des socialistes, se charger de rappeler la méfiance constante que Jaurès, en vrai socialiste et en homme clairvoyant, n'avait cessé de montrer vis-à-vis de cette alliance avec le tsarisme russe, qui était l'une de ces alliances dans le maintien desquelles « la France a trouvé sa sécurité au jour du danger », selon M. Paul Boncour.

En dissimulant une grande part de la vérité, en se plaçant plutôt au point de vue de la victime qu'à celui de l'accusé, en établissant une sorte de concours de patriotisme entre Villain et Jaurès, M. Paul Boncour avait fait la partie trop belle à son adversaire.

Ce fut donc M. Zévaès qui cita quelques-uns des documents les plus importants pour le procès, non point naturellement pour en éclairer les tréfonds, mais pour rendre suspect le patriotisme de Jaurès aux yeux de gens intoxiqués journallement par la lecture de la presse bourgeoise.

M. Zévaès fit allusion au discours que prononça Jaurès à la Chambre des députés, le 7 juillet de 1914, contre l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 400.000 francs, à l'occasion du voyage du Président de la République en Russie (1).

Ce discours, qui dénote une clairvoyance extraordinaire, mériterait d'être cité en entier. Je dois me limiter à en reproduire un passage capital :

« ...Il y a deux raisons qui nous empêchent de voter les crédits demandés. La première, c'est que depuis longtemps il semble que l'on doit tenté d'user et d'abuser de ces voyages, de ces entrevues lointaines pour contracter au nom de la France des engagements qu'elle ne connaît pas, des engagements plus ou moins complets, plus ou moins officiels, plus ou moins ambigus, mais qui pèsent nécessairement sur sa politique intérieure.

Ces engagements on les désavoue en termes plus ou moins clairs et précis, ou bien au contraire, dans les couloirs, des hommes graves font mystérieusement allusion à ces mystères diplomatiques pour obtenir l'assentiment de l'assemblée à quelque mesure devant laquelle elle paraissait hésiter un moment.

« Une autre raison pour laquelle nous nous défions de ces manifestations et ne voulons pas nous y associer, c'est que nous nous refusons plus énergiquement que jamais à sanctionner la pratique et la politique des traités secrets.

« Ils nous paraissent doublement dangereux et plus dangereux que jamais à l'heure actuelle ; d'abord par des clauses inconnues ils peuvent jouer à propos de ces complications, de ces obscurités du problème oriental, et il nous paraît inadmissible que la France puisse être jetée dans des aventures naissant de l'obscurité des problèmes orientaux par des traités dont elle ne connaît ni le texte, ni le sens, ni les limites, ni la portée. »

On conviendra qu'un homme qui voyait si clair devait être considéré comme particulièrement dangereux.

Mais, M. Zévaès a mentionné un document encore plus

(1) Ce voyage a duré deux semaines, du 15 au 29 juillet : il a donc coûté plus de 14.000 fr. par jour.

important pour le sujet qui nous occupe : c'est l'article de Rappoport, paru dans la *Berner Tagwacht* du 31 juillet 1915. Rappoport y raconte qu'il a passé avec Jaurès la journée du 31 juillet 1914 dans les couloirs de la Chambre, où Jaurès s'entretient avec des hommes politiques et des journalistes.

Voici comment, d'après M. Zévaès, Rappoport rapporte certains de ses propos.

« Dans la salle des quatre Colonnes, Jaurès a prononcé devant de très nombreux journalistes, les paroles suivantes : « Est-ce que nous aurons la guerre?... Est-ce pour cela que nous allons répandre le sang des peuples de l'Europe ? »

« En quittant la Chambre pour la dernière fois, Jaurès avait l'intention de publier le lendemain dans l'*Humanité* une sorte de « J'accuse » sur toutes les causes et les responsabilités de la crise. Cette intention était d'ailleurs connue de tous les milieux réactionnaires. Interrogé par M. Abel Ferry, sous-secrétaire d'Etat, sur ce que Jaurès et les socialistes comptaient faire en face de la situation de 31 juillet, Jaurès répondit : « Nous continuerons notre campagne contre la guerre », à quoi Abel Ferry répliqua : « C'est ce que vous n'oserez pas, car vous seriez tué au premier coin de rue... »

L'historien habitué à la critique des textes s'apercevra tout de suite qu'un membre de phrase essentiel a été omis dans le premier paragraphe, car ce paragraphe, par suite de cette omission, n'a plus aucun sens précis. Et se reportant à l'original, il constatera en effet la suppression du passage capital que voici : « Aurons-nous à faire la guerre parce qu'on n'a pas tenu la promesse faite par Ærenthal à Isvolsky de lui donner à titre de pourboire 40 millions pour l'arrangement de l'Autriche au sujet de la Bosnie-Herzégovine ? »

Ce sera pour l'historien une véritable révélation, car il ne peut être question ici d'une de ces erreurs insignifiantes, qui surabondent il est vrai dans la citation de M. Zévaès (1), mais qui ne sont que des erreurs de transcription, provenant de la négligence et n'altérant pas profondément le sens.

(1) Notamment dans les citations du tract de Rappoport : *Défense légitime contre une attaque brusquée de Renaudel*, où M. Zévaès n'avait pourtant qu'à copier.

du texte. Il s'agit cette fois d'une omission voulue, car elle ne pouvait échapper même au plus inattentif des copistes.

Depuis le commencement de la lecture du livre, l'historien a senti qu'un mystère planait sur ce procès, que tous, partie civile, ministère public, avocats de la défense, évitaient soigneusement d'éclaircir certains doutes, fuyaient les allusions à quelque chose qui planait dans l'air, se taisaient ou tournaient court, dès qu'on touchait à certain sujet.

Et maintenant le voile se déchire soudain : il y a un nom qui ne devait pas être prononcé, du consentement tacite de tous, le nom d'Isvolsky, l'ambassadeur du gouvernement tsariste à Paris.

IV

Mis sur cette piste, l'historien cherchera.

Il se préoccupera de savoir si le propos prêté par Rappoport à Jaurès a bien été prononcé. M. Renaudel, qui a envoyé à la *Berner Tagwacht* en réponse à Rappoport un article furibond, où sous couleur de défendre la mémoire de Jaurès il ne défend en réalité que sa politique et celle du groupe parlementaire socialiste, n'ose pas contester l'exactitude du propos. « Je ne veux pas discuter, dit-il, la phrase sur les rapports de M. Ærenthal et de M. Isvolsky. Il n'est pas douteux que Jaurès et tous les socialistes aient jugé sévèrement l'attitude de certaines diplomaties alliées avant la guerre. Et si nous ne croyons pas utile d'y revenir, c'est que l'heure n'est pas à ces choses. »

Remarquons que pour M. Renaudel, l'heure où il sera opportun de parler de ces choses n'a pas encore sonné !

En revanche, Longuet a écrit au *Labour Leader* (numéro du 9 septembre 1915) que l'article de Rappoport était exact avec quelques exagérations. Amédée Dunois, dans *Le Populaire* du 17 novembre 1918, a affirmé que le propos de Jaurès sur Isvolsky cité par Rappoport était exact et qu'il l'avait lui-même entendu. Donc, des confirmations et pas de démenti.

Rappoport avait du reste répondu à Renaudel et mis toute la question au point dans un remarquable article, intitulé « Jaurès et la Guerre » (*Berner Tagwacht*, 20 août 1915) : il montre que Jaurès n'avait cessé de combattre l'exploitation de l'alliance franco-russe pour des buts spécialement russes ; il rappelle les expressions publiques de la pensée de Jaurès touchant la part considérable de responsabilité du gouvernement russe dans la crise menaçante et les devoirs qui en résultaient pour les socialistes français, notamment son discours de Vaise, dont l'authenticité a été définitivement mise hors de doute par le témoignage de Calzan publié par Dunois dans l'article que j'ai cité, et cette phrase de son discours de Bruxelles (29 juillet) : « Lorsqu'on invoquera notre traité secret avec la Russie, nous invoquerons, nous, notre traité public avec l'humanité. »

M. Renaudel, avec son honnêteté désormais proverbiale, s'est abstenu de mentionner ce second article de Rappoport paru depuis huit jours quand, dans *L'Humanité* du 29 août 1915, il a reproduit le premier et sa réponse au premier. Il n'a pas davantage inséré la réponse de Rappoport, qui s'est vu obligé de recourir à la publication privée du tract, dont M. Zévaès a lu des extraits plus ou moins altérés et dont j'ai mentionné plus haut le titre. Et l'on n'a pas parlé non plus du procès de ce second article, qui a une réelle valeur historique.

L'étude de ces documents confirmera chez l'historien l'idée qu'il se trouve sur la bonne piste, et, en poursuivant ses recherches, il ne tardera pas à prendre connaissance du récit suivant, qui m'a été fait par une personne de la véracité de laquelle je n'ai aucune raison de douter et que beaucoup d'autres que moi ont entendu, et dont ils auront certainement pris note :

« Pendant l'hiver de 1914-1915, et plus précisément entre octobre 1914 et février 1915, Labori, qui alors devait être l'avocat de la partie civile dans le procès Villain, se réconcilia, sur les instances d'un ami commun, avec un journaliste bien connu, qui avait été de ses adversaires dans

l'affaire Dreyfus. Ils déjeunèrent ensemble chez cet ami et causèrent cordialement. Le journaliste lui demanda alors s'il avait jamais su qui avait tiré sur lui au procès de Rennes. Et, sur sa réponse négative, il lui révéla ce secret (j'omets cette curieuse anecdote qui n'a rien à faire avec la question qui nous occupe).

« Confiance pour confiance, répondit Labori, savez-vous qui a fait assassiner Jaurès? Non? Eh bien, c'est la police russe à l'instigation d'Isvolsky. La police russe avait mécanisé Villain, sujet faible et prêt à subir toute suggestion.

« L'épisode qui fut l'origine première du crime se passa dans l'antichambre de M. Bienvenu-Martin (1). Jaurès, voyant sortir Isvolsky du cabinet du ministre, dit assez haut pour être entendu de tous : voilà le fauteur de la guerre ! Isvolsky feignit de ne point entendre, mais il se traîna par un mouvement involontaire qui fit tomber son monocle.

« Sur la demande du journaliste, Labori déclara qu'il avait les preuves de ce qu'il avançait et qu'il les avait mises en sûreté, ne gardant auprès de lui que la copie des documents. »

Je le répète, je n'ai pas de raison de douter de la véracité du narrateur qui m'a fait ce récit à deux reprises, à plusieurs années de distance et à peu près dans les mêmes termes, la première fois spontanément, la seconde fois sur la demande que je lui en fis à l'improviste. Il le tenait directement du journaliste en question qu'il connaissait bien.

Mais, même sans tenir compte des garanties qui entouraient ce témoignage, l'historien sera porté aussi par des raisons intrinsèques à ne point le repousser. L'assassinat de Jaurès, au moment où il s'est produit, semble la conséquence logique d'une politique suivie depuis longtemps.

(1) D'après la déposition de Hubert Rouger (p. 120), les délégués du groupe parlementaire socialiste auraient été, en effet, reçus par M. Bienvenu Martin avant de l'être, quelques jours après, par M. Viviani, rentré le 29 à Paris. La date de la première réception n'a pas été indiquée.

Jaurès n'avait pas tardé à voir les graves dangers que faisaient courir à la France l'alliance et les engagements secrets avec le tsarisme, et il n'avait cessé de les signaler à l'attention publique. A la veille de la guerre, sa vigilance était plus que jamais en éveil.

Le régime tsariste était profondément miné, miné par la révolution qui, vaincu en 1905, couvait de nouveau grâce au développement d'une élite ouvrière consciente, — miné par sa propre corruption, miné par les dettes accumulées : réduit à contracter de nouveaux emprunts pour payer les intérêts des emprunts antérieurs, faisant publier de faux bilans par les journaux bourgeois français copieusement arrosés, pour rassurer les gogos qui, attirés par l'appât des gros intérêts, auraient pu à la longue concevoir des doutes sur la solvabilité de l'emprunteur, flattant le chauvinisme, favorisant la résurrection des idées assoupies de revanche par le mirage d'une armée formidable, le gouvernement tsariste, comme tous les gouvernements au bord de la faillite, pensait à la guerre comme au moyen suprême de salut. Et il faisait annoncer continuellement, par la voie des journaux qu'il stipendiait en France, que son armée était prête (1).

Jaurès, avec sa lucidité habituelle et sa grande éloquence, ne cessait de dénoncer le péril. J'ai cité son discours du 7 juillet 1914 à la Chambre. Dans *L'Humanité* du 24 juillet, à l'heure même où la crise éclatait, commentant un événement de première importance qui n'a été oublié que par suite des événements encore plus considérables qui lui ont succédé immédiatement, le grand mouvement de grève à

(1) Signalons tout spécialement un article paru en tête du *Matin* du 20 juillet 1914, au moment de l'arrivée de M. Poincaré en Russie, et intitulé : « Si la guerre éclatait. — Comment les milieux militaires de Saint-Petersbourg conçoivent le rôle de l'armée russe ». Dans cet article, signé Jules Hedeman et envoyé de Saint-Petersbourg le 19, il est dit que la concentration de l'armée russe exigerait 16 jours et que l'armée « prendrait l'offensive sur les frontières russo-allemande et russo-autrichienne ». Et l'on insiste sur cette idée : « Depuis un an la théorie de l'offensive fait de plus en plus de progrès en Russie ».

Pétrograd et les manifestations hostiles à la réception de M. Poincaré par le tsar, faites par les ouvriers, Jaurès écrivait :

« Les travailleurs russes sont de plus en plus exaspérés par la politique oppressive du tsarisme, par la violence exercée contre la Douma, contre les représentants du peuple qui ont gardé quelque indépendance, contre les ouvriers qui revendiquent. Ils souffrent d'un malaise profond. Ils sont à l'état permanent de révolte intellectuelle et morale, et dès qu'une grève éclate parmi eux, elle prend soudain un caractère de protestation aiguë contre le régime.

« Cette protestation faut-il la suspendre ou l'atténuer parce que le Président de la République française vient rendre visite au tsar ? Bien au contraire, il faut l'intensifier. Il faut montrer au visiteur à quel point l'ouvrier russe déteste le tsarisme. Il faut lui faire honte aussi de sa complaisance adulatrice pour un régime qui a peuplé les prisons et les bagnes russes d'innombrables martyrs. Ah ! quelle grande chose ce serait si un jour le peuple républicain de France et le peuple ouvrier de Russie pouvaient fraterniser vraiment, après avoir secoué le joug de l'égoïsme bourgeois et de la férocité absolutiste. »

On conçoit à quel point un tel langage devait déplaire au gouvernement tsariste et à son représentant en France, Isvolsky, qui voyaient dans l'action d'un homme aussi influent que Jaurès l'obstacle le plus redoutable à leurs dessein.

Aussitôt la crise commencée, le gouvernement tsariste laisse toute la presse russe réclamer une intervention énergique. Le 25 juillet, la *Novoïe Vremia* publiait un article assurant qu'au conseil des ministres, le ministre de la guerre avait exposé, dans un long et vigoureux discours, que l'armée était prête à entrer dans la lutte, et le lendemain les journaux étaient pleins d'articles (publiés naturellement avec le consentement officiel) portant des titres comme : « A la veille de la guerre » ; « La guerre est inévitable », etc. Et nous avons vu déjà, par le journal d'un officier français publié par *Le Correspondant*, avec quelle joie la nouvelle de la mobilisation générale russe, qui équivalait à la guerre (on n'en doutait point là-bas), fut accueillie dans les cercles militaires touchant à la cour.

En relisant les journaux français de cette fatale fin du mois de juillet 1914, on est frappé de l'ignorance complète dans laquelle étaient laissés les peuples, de ce qui se tramait dans le secret des chancelleries. Les publications ultérieures de documents diplomatiques, quelque incomplètes ou même tendancieusement altérées qu'elles soient, suffisent déjà à nous montrer tout ce qu'on a caché d'essentiel au peuple soi-disant souverain, qu'on a en réalité partout mené comme un troupeau à l'abattoir et dont les représentants légaux, laissés dans la même ignorance que lui, ont consenti passivement à cet égorgement.

Avec l'élévation de pensée et de langage qui lui était coutumière, Jaurès dans *l'Humanité* du 28, insistait sur l'incertitude et la contradiction des nouvelles qui affluaient de toutes parts : « Jamais, disait-il, ce que le monde d'aujourd'hui a de chaotique, d'aveugle et de brutal n'a apparu avec une aussi noire évidence. »

Au milieu de ces ténèbres, ce témoin conscient se débattait pour tenter de sauver l'humanité. Il voyait trop clair au gré du parti de la guerre qui triomphait de toutes parts, mais il ne voyait pas encore assez clair en réalité, puisqu'il s'imaginait, au moment où le pas décisif était accompli, que les négociations dureraient encore longtemps (voir *L'Humanité* du 31 juillet). Cet homme trop bon, trop humain ne pouvait s'imaginer à quel degré de férocité froide ou plutôt de glaciale indifférence, d'insensibilité absolue vis-à-vis du sort de ces millions d'êtres qu'ils allaient envoyer au massacre, pouvaient atteindre ces hommes d'état bourgeois, ces diplomates corrects, qui, selon l'expression de l'un d'eux, restaient calmes comme leur table pendant qu'ils ouvraient d'insondables abîmes de misère et d'infortune et jetaient la perturbation dans le monde entier.

Le 30, avant que Jaurès n'écrivit cet article encore empreint d'optimisme, voici quelle était la situation, vue de Pétrograd par le représentant de la seule des futures nations belligérantes où il n'y eût pas de parti de la guerre

et dont le témoignage a par suite une valeur exceptionnelle, je veux dire la Belgique :

« ...Ce matin un communiqué officiel aux journaux annonce que « les réservistes ont été appelés sous les armes dans un certain nombre de gouvernements ». Connaissant la discrétion des communiqués officiels russes, on peut hardiment prétendre qu'on mobilise partout.

L'ambassadeur d'Allemagne a déclaré ce matin qu'il était à bout des essais de conciliation qu'il n'a cessé de faire depuis samedi et qu'il n'avait plus guère d'espoir. On vient de me dire que l'ambassadeur d'Angleterre s'était prononcé dans le même sens. La Grande-Bretagne a proposé dernièrement un arbitrage, M. Sazonoff a répondu : « Nous l'avons proposé nous-mêmes à l'Autriche-Hongrie, elle l'a refusé. » A la proposition d'une conférence, l'Allemagne a répondu par la proposition d'une entente entre cabinets. *On peut se demander vraiment si tout le monde ne désire pas la guerre et tâche seulement d'en retarder un peu la déclaration pour gagner du temps.*

L'Angleterre a commencé par donner à entendre qu'elle ne voulait pas se laisser entraîner dans un conflit. Sir George Buchanan le disait ouvertement. Aujourd'hui on est forcément convaincu à Saint-Petersbourg, on a même l'assurance que l'Angleterre soutiendra la France. Cet appui est d'un poids énorme et n'a pas peu contribué à donner la haute main au parti de la guerre.

Le Gouvernement russe a laissé dans ces derniers jours, libre cours à toutes les manifestations pro-serbes et hostiles à l'Autriche et n'a aucunement cherché à les étouffer. Il s'est encore produit des divergences de vues dans le sein du Conseil des ministres qui s'est réuni hier matin ; on a retardé la publication de la mobilisation. Mais depuis s'est produit un revirement. Le parti de la guerre a pris le dessus, et ce matin, à 4 heures, cette mobilisation était publiée...

Comme j'ai eu l'honneur de vous le télégraphier aujourd'hui, tout espoir de solution pacifique paraît écarté (1).

Dans la nuit du 30 au 31 juillet, la mobilisation générale de l'armée russe était publiée. C'était le pas décisif, la guerre était inévitable. Le ministre du roi des Belges à Saint-Petersbourg écrivait le 31 à M. Davignon, ministre des Affaires Etrangères à Bruxelles : « En arrivant ce matin

(1) *Le second Livre Blanc allemand*. Essai critique et notes par F. Passelecs. Librairie Berger-Levrault, Paris et Nancy, 1916 (p. 63).

à Saint-Petersbourg, je suis allé voir l'Ambassadeur de France ; M. Paléologue m'a dit ce qui suit : la mobilisation est générale. En ce qui concerne la France, elle ne m'a pas encore été notifiée, mais on ne peut en douter » (1).

La mobilisation générale en France n'avait pas encore été promulguée, mais elle était décidée, comme nous le savons par la déclaration de M. Malvy rappelée plus haut ; on s'apprêtait à faire arrêter les 2.800 (ou 4.000 ou 6.000) inscrits du carnet B : c'était la mesure qui devait précéder la mobilisation de l'armée !

Et c'est à ce moment que le pauvre Jaurès s'attaquait à la politique d'Isvolsky et voulait écrire une sorte de « J'accuse » sur l'ensemble des causes et des responsabilités de la crise, c'est à ce moment qu'il voulait continuer sa campagne socialiste contre la guerre.

Il y avait eu, les jours précédents, des manifestations antiguerrières sur les boulevards et, la veille, on avait interdit un meeting de la C. G. T. A Pétrograd, il y avait eu, la semaine précédente, 150.000 grévistes, 150.000 adversaires conscients du régime tsariste et de la guerre. L'influence de Jaurès était grande dans le monde : une parole de lui pouvait avoir un retentissement énorme.

Abel Ferry avait raison de lui dire : « Vous serez tué au premier coin de rue ». Était-ce simple pressentiment ou avait-il déjà vent de quelque chose ?

V

Je n'ai que quelques mots à ajouter à cette étude, encore incomplète, des faits et des documents, où je me suis borné à poser les termes de quelques-uns des problèmes que l'historien futur sera appelé à résoudre.

Mais il est douteux que le parti socialiste, enfin débarrassé des scories de la guerre, le parti socialiste renoué qui entrera dans l'Internationale communiste, se contente d'atten-

(1) *Second Livre Gris Belge, pièce 17.*

dre patiemment ce tardif « jugement de l'Histoire ». En voici la raison :

De soi-disants amis de Jaurès, qui prétendent être ses continuateurs et les héritiers de sa pensée, se sont efforcés, comme on l'a vu par le procès, d'accréditer sur sa fin tragique une légende, afin de se justifier d'avoir trahi le socialisme, de s'être alliés à ses pires ennemis, d'avoir consenti à la suppression des droits les plus imprescriptibles et des libertés les plus élémentaires des citoyens, d'avoir contribué à livrer le peuple pieds et poings liés à la bourgeoisie capitaliste, d'avoir travaillé activement à étouffer la vérité et à répandre des mensonges qui empoisonnent aujourd'hui encore les esprits et contribuent à maintenir les travailleurs sous le joug du capitalisme qui les exploite, les corrompt et les massacre.

Selon cette légende, Jaurès, excellent patriote, aurait été assassiné par un autre patriote, moins intelligent que lui et qui se serait mépris sur la qualité du patriotisme de Jaurès, à cause des calomnies répandues par quelques-uns de ses ennemis politiques et par quelques aventuriers de la presse. La principale préoccupation de Jaurès, dans les dernières années comme dans les derniers jours, avant la guerre, aurait été la défense nationale.

Or, même si l'on admet la spontanéité de l'acte de Villain, c'est là rapetisser misérablement la question et donner une importance démesurée à quelques journalistes de troisième ordre, pauvres comparses recourant à des exagérations et à des gros mots pour se faire remarquer, des Waleffe, des Gohier, des Daudet, dont l'influence réelle est mince et avec lesquels Villain ne semble même pas avoir eu de relations.

Le nationalisme, qui aurait inspiré Villain, ne consiste nullement dans la criallerie de quelques gens vaniteux ou aigris, mais dans tout un ensemble de manifestations, dans tout un système coordonné d'action, ayant pour but principal la défense du régime capitaliste contre le socialisme : celui-ci visant à unir les travailleurs du monde entier,

celui-là cherche naturellement à les séparer, et le meilleur moyen d'opérer cette séparation est de favoriser le nationalisme.

Toute l'action de Jaurès tendait à unir les travailleurs du monde entier, à rapprocher les peuples : aussi, pour le capitalisme, pour le nationalisme était-il l'ennemi, un ennemi d'autant plus exécré que son influence était plus grande, sa personnalité plus haute. Il est tout naturel que le nationalisme l'ait supprimé, parce qu'il était le dernier obstacle sur la voie de cette guerre que le nationalisme dans tous les pays avait longuement préparée, machinée, voulue.

Ce que Jaurès voulait, c'était l'alliance entre les peuples pour la paix ; ce que les gouvernements veulent, c'est l'alliance avec d'autres gouvernements en vue de la guerre. Entre ces deux conceptions, il y a incompatibilité complète. Avec sa bonté, son optimisme, son désir de tout concilier, Jaurès s'imaginait que dans les alliances conclues par les gouvernements pouvait se réaliser, en une certaine mesure, l'alliance des peuples. Il eut de ces illusions même pour l'alliance russe (1). On lui fit bien voir qu'il se trompait et il fut sacrifié à cause de cet antagonisme dont il ne voulait pas reconnaître le caractère absolu.

Jaurès est tombé en socialiste et parce que socialiste, première victime de cette guerre dont l'un des buts principaux était l'écrasement du socialisme (2).

Jacques MESNIL.

(1) Son attitude dans la question de l'alliance franco-russe est exposée clairement dans le livre de Rappoport : *Jean Jaurès, l'Homme, le Penseur, le Socialiste*, pages 256 et suivantes.

(2) Voir dans la *Bataille Syndicaliste* du 18 décembre 1912 les *Propos de financier*, rapportés par Laisant. C'est un document capital que ces propos d'un financier français révélant la volonté froide de la finance internationale de provoquer une guerre pour arrêter le développement du socialisme et donner au capitalisme exploiteur cinquante ou cent ans de répit.

Trois années de régime économique des Soviets

La révolution du prolétariat russe n'est plus une nouveauté dans la vieille Europe. On ne s'y est pas résigné, mais on s'y est habitué — elle est devenue un élément constant de la vie mondiale, bien plus, un élément de plus en plus fort, de plus en plus capable de désagréger et d'ébranler les fondements de l'autocratie bourgeoise sur notre planète. Si l'on compare la fin de la première, la fin de la seconde et de la troisième année de notre révolution, on verra que l'Etat des Soviets, fondé en novembre 1917 (25 octobre vieux style) par le prolétariat russe, est la seule force rapidement croissante parmi tous les Etats formés récemment dans le Vieux Monde. En automne 1918, la Russie des Soviets se réduisait à la région de Moscou avec 20 mille verstes de chemin de fer et 60 millions d'habitants. En automne 1919, elle comprend aussi l'Oural, la région de l'au-delà du Volga, l'Ukraine. En automne 1920, l'Etat des Soviets inclut déjà presque entièrement, le Caucase, la Sibérie, le Turkestan, la Russie Blanche ; le jeune Etat des Soviets se transforme de plus en plus en une force qui détermine la politique mondiale. Sur un dixième du globe terrestre flotte le drapeau des Soviets, un dixième de l'humanité le tient déjà dans ses mains. Cette croissance excessivement rapide de l'importance de l'Etat des Soviets, en comparaison des Vieux Etats bourgeois et aux dépens de ces derniers, apparaît comme une espèce de symbole de l'avènement historique du prolétariat et de la chute de plus en plus accentuée de la bourgeoisie.

L'Europe bourgeoise se consolait longtemps et elle se console encore maintenant avec l'idée que la ruine de la Russie des Soviets est inévitable, malgré l'accroissement constant de son territoire et l'augmentation correspondante

des ressources matérielles. « La ruine est inévitable, disait l'opinion publique des capitalistes, parce que le pouvoir des ouvriers signifie l'absence de désir de travailler, l'impossibilité d'organiser le travail, cela signifie la vie du pays soutenue aux dépens de vieilles réserves, l'épuisement graduel et assez rapide de ces réserves et ensuite la banqueroute inévitable suivie du désespoir général, de la famine, des pogroms, de l'abrutissement et de la haine mutuelle. L'Etat des Soviets peut passer avec succès l'examen militaire et politique, mais en tout cas, il prendra fin sur le terrain économique », tel est le verdict bourgeois. Le pouvoir du capital sera rétabli, le fouet du propriétaire caressera le dos du paysan et les cadavres des ouvriers se balanceront aux lanternes.

Les questions du travail, les questions de l'organisation de la reconstitution de tout ce que le pays dépense et doit dépenser pour son existence sont, en effet, des questions fondamentales ; on ne peut pas aller loin avec les vieilles réserves seules — en cela, la bourgeoisie a raison. Si la victoire du prolétariat veut dire la victoire de la paresse, du regrès technique, de l'accroissement du désordre économique, alors sur le régime économique des Soviets il faut mettre une croix comme sur un malade désespéré. La diminution absolue temporaire de la production, par suite de telle ou telle cause extérieure, évitable, ne doit pas effrayer. Mais si les vices organiques sont la propriété du système même, dans ce cas, les réserves, même les plus grandes, ne donneront pas le salut, d'autant moins qu'en Russie ces réserves étaient relativement très petites. Il importe d'établir, en un mot, si la diminution de la production provient du caractère même du nouveau système ou de causes extérieures. Il faudra ensuite calculer le temps nécessaire pour éliminer ces causes.

Première proposition fondamentale : la masse totale du travail productif a incontestablement diminué en Russie en comparaison avec la période d'avant la guerre, avant 1914. La quantité de produits fabriqués a également dimi-

nué. Si l'on considère l'industrie des usines, l'on voit qu'en 1919-1920 le rendement annuel moyen d'un ouvrier est égal à 45 % seulement de son rendement d'avant la guerre. Mais, ce dernier rendement avait deux causes différentes : pendant les quatre dernières années avant la révolution (1913-1916), les fabriques et les usines ne connaissaient pas le chômage, par suite du manque des matières premières ou du combustible. Au contraire, en 1919-1920, par suite d'un pareil chômage, il y a en moyenne pour chaque ouvrier une perte de 53 jours de travail. Les sources fondamentales de matières premières et de combustibles (minerai, naphte, charbon, coton, laine, cuir, etc.) sont concentrés entièrement, ou en plus grande partie, aux confins méridionaux et orientaux de l'ancien empire russe, qui sont restés pendant près de trois années détachés du centre des soviets et occupés par la contre-révolution. Les absences au travail par suite de maladie causaient avant la guerre une perte de 7 jours et demi en moyenne par an et par ouvrier, tandis qu'en 1920 cette perte est de 19 jours. Cette augmentation des absences au travail doit être mise entièrement au compte de la guerre de la contre-révolution et du blocus, qui ont causé en Russie une telle disette de médicaments, de combustibles et de produits alimentaires ; on ne peut qu'admirer la résistance de la population, grâce à laquelle le chiffre des malades n'a augmenté que de 2 fois et demi, quoique au cours de l'hiver 1919-1920, dans les gros centres où sont concentrés ordinairement les fabriques et les usines, on n'ait presque pas chauffé les appartements, ni fourni les médicaments nécessaires (chacun sait que la quinine, par exemple, ne pousse pas en Europe, surtout pas en Russie), ni une nourriture suffisante pour l'organisme épuisé.

Avant la guerre, dans les conditions normales de production, l'ouvrier manquait en moyenne 19 jours et demi de travail par an ; en 1920, nous voyons ce chiffre monter jusqu'à 35 jours et demi. La raison fondamentale de ces chômages fréquents, nous la voyons dans ce fait que l'ou-

vrier en quête d'aliments toujours en défaut, se voit obligé de quitter son travail pour chercher soit à la campagne, soit aux marchés, dit « libres », des autres villes, tout ce qui vient à lui manquer. Il fait ses acquisitions par voie d'échange, se séparant des objets familiers de son foyer. Mettons que l'absentéisme de l'ouvrier n'est dû qu'à son manque de savoir-faire, à son impuissance de résoudre en bloc la question de l'approvisionnement du pays par voie d'intervention de l'Etat. S'il en est ainsi, nous verrons cette imperfection disparaître graduellement, grâce, dans une certaine mesure à l'initiative puissante des pouvoirs du prolétariat, initiative se manifestant dès les premiers instants de son établissement.

Ainsi, le décret qui a établi la journée de travail de 8 heures (au lieu de la moyenne de 9, 7 heures pratiquée dans toutes les fabriques et usines au cours de la dernière année de paix, 1913), — ce même décret a fixé, en le diminuant, le nombre des jours fériés. Il a annulé les fêtes de la famille impériale, ainsi que beaucoup de fêtes religieuses. Le nombre normal des jours de travail sous le régime des Soviets s'élève à 300 par an au lieu de 264 de la dernière année de paix, 1913, sous le tsarisme.

Notons, en passant, que l'augmentation de 36 jours de travail par an coïncide presque avec l'augmentation du chômage, — avec les 35 jours et demi indiqués ci-dessus. En outre, le prolétariat, la classe victorieuse, affranchie, n'a reculé devant aucun sacrifice : il a augmenté sa journée de travail, il a décrété le travail supplémentaire des jours fériés, lorsque la lutte avec la contre-révolution a exigé un effort suprême. La durée moyenne de la journée de travail était, en 1918, de 8 heures ; vers la fin de l'année 1919, de 8,3 heures ; au premier quart de 1920, elle était de 8,6 heures. Le nombre des jours fériés occupés par le travail supplémentaire est supérieur de 11 jours, suivant les données statistiques de 1920, au nombre des jours de congé dont l'ouvrier dispose effectivement par an selon la loi. En définitive, la moyenne d'heures de travail fournie pendant

une année par un ouvrier est d'environ 70 % de celle fournie par le même ouvrier l'année de paix 1913. Ce chiffre est en rapport direct avec la perte du temps de travail, causée par le manque de matériaux, de chauffage et par la fréquence des maladies (comparaison ci-dessus, sur les épidémies chroniques du typhus, sous toutes ses formes). Les fables que répandent les parasites du capitalisme européen sur la diminution de la somme totale du travail en Russie, sur le dégoût du travail qui se serait emparé de la classe ouvrière dès le moment de son triomphe politique et social, — toutes ces fables, disons-nous, sont en contradiction évidente avec les résultats de trois ans d'expérience. Nous affirmons, au contraire, que la somme totale de travail effectué ne cesse d'augmenter...

Ce qui n'a pu ne pas baisser, — en Russie, comme ailleurs, — ce qui a dû forcément baisser par l'effet de la guerre, — c'est la productivité du travail de l'ouvrier moyen, le nombre d'objets fournis pendant une heure de travail, etc... L'ouvrier fournit un nombre moindre d'heures de travail par an ; de plus, il produit chaque heure moins que par le passé. En l'année 1919, la productivité moyenne par heure s'élevait aux deux tiers seulement de la production du temps de paix. Deux faits nous expliquent suffisamment la baisse de la productivité : en premier lieu, le remplacement de la main-d'œuvre, par suite de la mobilisation, et, en second lieu, l'épuisement de l'organisme, la disette des centres industriels du pays, que la contre-révolution a séparés des régions riches en pain.

Vers l'automne de l'année 1918, la Russie des Soviets n'avait qu'une armée relativement petite. Au cours du dernier tiers de cette même année, du premier et du deuxième tiers de l'année 1919, on a mobilisé en moyenne 800.000 hommes pour chaque tiers sur le territoire européen de la Russie des Soviets (sans compter l'Ukraine, le Caucase et le Don). Pendant le dernier tiers de 1919, — signalé par les victoires remportées sur la contre-révolution du sud (Dénikine), — la mobilisation ne porte plus que

sur 500.000 hommes ; pendant le premier tiers de 1920 (victoires sur la contre-révolution de l'Est, Koltchak) — seulement sur 350.000 hommes. Ces chiffres, — notons-le en passant — témoignent avec plus d'éloquence que n'importe quel acte diplomatique, à quel point la Russie des Soviets tenait, très sincèrement, à sauvegarder la paix avec la Pologne. Celle-ci attaque la Russie le 26 Avril. Jusqu'à ce moment, pendant plus d'une demi-année, la Russie baisse le chiffre des mobilisés de mois en mois, profitant de chaque victoire sur Koltchak et Dénikine pour diminuer le fardeau improductif de la guerre avec la contre-révolution qui, soutenue par l'Entente, serre étroitement le pays de la Révolution.

Le nombre total des mobilisés en Grande Russie, (y compris l'Oural et les régions de la Volga) a atteint 40 % de la population masculine entre 20 et 39 ans. L'ouvrier, dans la force de l'âge, dut donc être remplacé par la femme-ouvrière, plus agile, par l'ouvrier sur le déclin, par l'homme peu dressé au travail donné. La qualité du travail, forcément, a dû s'en ressentir. Mais, la raison fondamentale de cette diminution de travail — c'est, il n'y a pas de doute, la famine, la famine créée par l'Entente et ses parasites russes. Vers la fin de la première année de la Révolution, le capital impérialiste des Etats européens — soutenu par les tchéco-slovaques et les généraux cosaques — réussit à séparer le centre industriel et forestier avec ses 70 millions d'habitants, des régions riches en blé. Si, en 1918, la Russie européenne avait eu à subir le fléau d'une année aussi mauvaise quant à la récolte que celle de 1920, des millions d'hommes auraient péri et l'anéantissement de toute organisation politique eut été, selon toutes les probabilités, inévitable. Pour se rendre compte du progrès économique de la Russie des Soviets durant les dernières années, notons ce fait éloquent : en 1920, pendant la disette, l'Etat distribue les rations de pain aux ouvriers de Moscou plus régulièrement et plus largement qu'il ne l'a fait en l'année 1918, bien plus riche en blé.

Mais, malgré tout, l'ouvrier est nourri beaucoup plus mal qu'en temps de paix, même en tenant compte de tout ce qu'il acquiert au marché, dit « libre », c'est-à-dire par voie d'achats directs chez le paysan ou chez le spéculateur ambulancier ; car il faut dire que l'ouvrier achète chez le spéculateur presque la moitié de tout ce qu'il consomme. Avant la Révolution, durant neuf années (1908-1916), l'ouvrier des villes adulte consommait en moyenne 3.320 calories en 24 heures, en traduisant par cette unité la nutritivité des aliments. Au début de 1919, l'ouvrier ne consommait plus que 2.680 calories ; au début de 1920, le chiffre remonte à 2.980 calories. La situation au cours d'une année s'est améliorée d'un dixième, mais il manque encore un quart pour atteindre à la moyenne d'avant la guerre. En moyenne, on peut admettre 2.830 calories pour les deux dernières années, auxquelles se rapportent aussi les données relatives à la quantité et à la qualité du travail, à la durée de la journée du travail, à la productivité, etc... Si l'on compte que 2.000 calories sont indispensables au seul entretien de l'existence d'un adulte, sans perte d'énergie en travail, nous obtenons les chiffres que voici : l'ouvrier consommait avant la Révolution 1.820 calories pour le travail seul ; les deux dernières années, il ne consommait que 830 calories, c'est-à-dire près de 46 % de la quantité d'avant la guerre. Il est curieux de noter que ce chiffre correspond à celui de la moyenne production annuelle de divers objets par un ouvrier des villes.

Du moment qu'il ne travaille en fait que 70 % de la moyenne d'heures par an du temps de paix et que chaque heure il ne produit que les deux tiers de ce qu'il produisait alors, il est évident que pendant une année il produira tout juste près de 45 % de la production annuelle d'autrefois. Dès lors, la désorganisation suscitée non seulement par le manque d'aliments, mais aussi par l'usure des machines, etc... toute cette désorganisation, disons-nous, est compensée largement par la productivité actuelle du travail, qui l'emporte de beaucoup sur celle d'avant la guerre, bien

entendu en tenant compte des conditions plus favorables d'alors.

En résumé, le régime ouvrier, l'organisation soviétique, malgré toutes ces imperfections de détail, sait mieux exploiter les conditions historiques actuelles que le régime capitaliste ne savait faire de celles qui existaient en Russie sous son règne.

Pour soi-même, la classe ouvrière, à conditions extérieures inégales produit plus, et à conditions égales fait plus d'efforts qu'elle n'en a fait sous le régime capitaliste. Et, rien qu'à ce point de vue, laissant de côté toute autre considération, pour le rétablissement de toute la vie économique, y compris la vie économique rurale, le régime des Soviets est plus avantageux que le pouvoir bourgeois rétabli.

Néanmoins, ce serait se tromper que de croire que la Russie des Soviets est arrivée à réaliser 45 % de la production industrielle de la Russie impériale. Il faut tenir compte de la diminution du territoire. La commission du camarade Groman, dont il a été question plus haut, a calculé également la diminution de la vie économique, qui aurait dû avoir lieu alors même que la productivité du travail, etc. n'aurait point baissé. La production annuelle d'avant la guerre, en monnaie d'or de l'époque, était de 4 milliards et demi de roubles dans l'économie rurale et de 2 milliards dans l'économie industrielle. La production soviétiste effective pour une année, d'après les chiffres de la commission du camarade Groman, est, dans l'industrie, à peu près de 420 millions de roubles, et, dans l'économie rurale, de 2 milliards et demi en roubles or d'avant la guerre. Ainsi donc, quoique la production moyenne annuelle d'un ouvrier ne soit dans l'industrie que de 45 % de la production du temps de paix, la Russie des Soviets en 1919 et en 1920 ne produisait qu'un peu plus de 20 % de la production industrielle de l'empire tsariste d'avant la guerre. C'est la limite la plus basse de la compression de la vie économique, limite atteinte en 1918-1920 par suite du

morcellement de l'ancienne Russie en parties détachées les unes des autres, sous la baïonnette impérialiste et de l'activité contre-révolutionnaire.

La reprise des régions principales et leur rattachement au centre qui s'est effectué dans la seconde moitié de l'année 1920, change la situation du tout au tout. Au 1^{er} janvier, il y avait en Russie d'Europe 350.000 pouds de coton ; au 15 Octobre, il y en a déjà 3.050.000 pouds, sans compter le coton qui se trouve en route, expédié du Turkestan ; au Turkestan même, il y en a des quantités bien plus grandes. De l'été 1919 à l'été 1920, l'on a consommé seulement près de 20 millions de pouds de naphte — c'est tout ce qu'il y avait. Actuellement, en Novembre 1920, nous abordons l'année qui vient avec un stock de presque 150 millions de pouds transportés pendant l'été du Caucase, où il en reste presque autant. Pendant deux ans environ, alors sous les régimes excessifs des divers généraux cosaques et tsaristes, pas un haut fourneau n'a travaillé dans le bassin du Donetz. La région principale de la métallurgie russe n'existait pas, le pays vivait seulement des stocks, qui s'épuisaient, de fonte et de fer ; dans la deuxième moitié de l'année 1920, après avoir réussi à rétablir dans la proportion de 15 à 20 % la production de la houille qui avait presque complètement cessé, on a commencé de nouveau la fonte du minerai dans le sud ; après un long intervalle, les premiers hauts fourneaux sont de nouveau rallumés, cependant que dans le nord, dans la région de Moscou, à Ivanovo-Vosnesensk et ailleurs, se mettent en marche par dizaines les usines textiles de coton, qui avaient chômé presque aussi longtemps. En un mot, tout indique que l'année 1921 qui vient, l'industrie donnera un chiffre total de production de beaucoup plus élevé que 20 % de la production de paix, dont nous étions obligés de nous contenter jusqu'ici. Il est certain qu'au point de vue de la consommation, les résultats de l'amélioration ébauchée de la production se feront sentir plus tard, quand les totaux de la

production nécessaire arriveront à correspondre à la consommation aussi bien individuelle que technique.

Les années qui viennent de s'écouler ont été non seulement des années de lutte pour l'entretien quotidien de la vie du pays et pour la reconstruction d'une trace d'économie régulière grâce au rattachement des régions des matières premières et du combustible aux centres industriels, mais encore, grâce à la concentration de toutes les ressources techniques du pays et à leur répartition régulière, l'on a créé et l'on crée une base technique pour le développement futur de la production, plus puissant qu'avant la guerre. Sous ce rapport, il faut signaler en premier lieu la construction de presque 6.000 kilomètres (plus de 6.000 verstes) de nouvelles lignes de chemin de fer, c'est-à-dire l'accroissement de presque 10 % du réseau créé pendant environ trois quarts de siècles sur le territoire actuel de la République des Soviets. L'exécution d'un travail aussi grand a été possible surtout à la suite de l'étude minutieuse de l'utilité de toutes les lignes existantes et à l'enlèvement, pour des fins plus productives, des anciennes voies spéciales militaires devenues maintenant inutiles, etc. L'on a construit surtout tout un système de lignes d'accès, s'enfonçant dans les grands messifs forestiers, qui permettent de commencer l'exploitation en grand des fameuses forêts russes, restées jusqu'ici presque inexploitées (il faut remarquer que déjà en 1920 l'exploitation par l'Etat des bois de chauffage est plus que le double de celle de la Russie du temps de paix).

Une pareille répartition des ressources techniques, l'utilisation de leur ensemble telle qu'elle est pratiquée dans l'économie populaire soviétiste, unique, compréhensive et rationnelle n'était pas possible sous le régime bourgeois divisé en mille unités isolées et concurrentes, même dans l'industrie moyenne et grosse ; grâce à cette répartition, l'Etat soviétiste diminue puissamment les conséquences fâcheuses de la longue impossibilité où se trouve la Russie de recevoir un nouvel outillage technique de l'étranger. Parfois,

le résultat est obtenu d'une façon assez originale, par exemple, pour la construction de la nouvelle station électrique régionale près de Moscou, à Schatourka, l'on s'est servi de chaudières des torpilleurs, dont on dispose en quantité suffisante pour construire toute une série de stations de même genre. Il convient de remarquer que la Russie des Soviets, et en cela elle diffère singulièrement de la Russie tzariste, fait une grande place à l'électricité ; ceci est facile à comprendre si l'on songe au rôle civilisateur en général dans le domaine technique du prolétariat, même sous le régime de la bourgeoisie, lorsque le seul désir d'améliorer sa propre situation poussait inévitablement au progrès technique (autrefois, la bourgeoisie tâchait de remplacer l'ouvrier de plus en plus cher et exigeant par la machine ; maintenant, c'est l'ouvrier lui-même, dans le but de rendre plus facile et plus productif le travail social, qui suit cette tendance). L'auteur de ces lignes a visité il n'y a pas longtemps un des gouvernements provinciaux russe, celui de Vladimir, et il y a trouvé, construites dans les campagnes pendant ces trois dernières années, 59 petites stations électriques (chacune éclaire quelques villages, fournit la force motrice à quelque moulin, met en mouvement un atelier de réparations) et des stations électriques dans huit villes d'arrondissement. Avant la révolution bolchéviste, on ne connaissait l'électricité dans tout le gouvernement de Vladimir qu'au chef-lieu du gouvernement.

L'amélioration graduelle de la vie économique a mis en mesure l'Etat des Soviets de s'attaquer à la solution du problème qui préoccupe en ce moment tous les Etats européens, celui du régime monétaire, et cela d'une façon qui n'est à la portée d'aucun Etat capitaliste, je veux dire en rendant graduellement inutile l'usage même de l'argent. Tant que la Russie des Soviets conservait tous les procédés du régime de papier-monnaie des pays bourgeois, le phénomène bien connu à la suite de la Révolution française de la fin du xviii^e siècle se manifestait avec toute sa rigueur ; l'émission de plus en plus enflée du papier-monnaie et, par

conséquent, accroissement rapide des prix. Revenant aux données de la commission du camarade Groman, prenons les prix moyens au marché « libre » dans quelques dizaines de villes d'arrondissement en avril 1920, pour 2.700 calories de la ration alimentaire moyenne et prenons pour unité le prix de cette ration pendant la dernière année de paix, en 1913. Dans le premier trimestre de l'année 1918, c'est-à-dire pendant la première période de la révolution bolchéviste, ce prix sera égal à 29 unités : par ce fait, on peut calculer le déluge de papier-monnaie résultant de la guerre impérialiste. Plus d'une année après, le second trimestre de l'année 1919, ce prix s'élève à 243 unités, pendant le troisième trimestre de la même année à 448 unités, pendant le quatrième à 949 et pendant le premier de l'année 1920 déjà à 2.103 (le prix double environ tous les trois mois). L'Etat des Soviets a pu dès à présent commencer à se libérer de la progression infinie de cette vis grâce à l'élimination complète des règlements de comptes en argent dans tous les cas où il y a un déplacement de richesses économiques à l'intérieur d'une branche économique isolée ; celle-ci n'a besoin que d'une comptabilité en nature, et non d'une comptabilité en argent (de même qu'à un dîner de famille ou dans l'économie domestique en général, la mère n'a pas de comptes en argent avec les enfants pour la soupe qui leur est servie, elle fait seulement la part de chacun). Ce qui est très caractéristique pour l'accroissement graduel de l'appareil économique des Soviets, c'est que, chose impossible pendant la révolution, maintenant, avant le 11 Octobre 1920, le Conseil des Commissaires du Peuple a trouvé possible d'abolir déjà tous les paiements en argent pour tous les produits sans exception (tant alimentaires qu'industriels) fournis par l'Etat aux ouvriers, employés et aux membres de leurs familles, pour le chauffage, le gaz, l'électricité, le téléphone, l'eau, la canalisation, pour droits de circulation en chemins de fer, pour le transport en chemin de fer de toutes espèces de marchandises, y compris les marchandises des particuliers, etc. En

même temps, il a été reconnu possible d'abolir dans le plus court délai tous les comptes en argent, tant entre entreprises industrielles (pour les matières premières, les produits à demi fabriqués, les produits industriels) qu'entre entreprises industrielles et organes de répartition et toutes les administrations de l'Etat. En attendant, l'usage de l'argent est conservé encore en Russie seulement pour les achats au marché « libre » qui se réduit naturellement, à mesure de la concentration effective des produits aux mains de l'Etat et dans la vie paysanne, jusqu'à ce que dans le domaine de cette dernière aussi l'Etat en arrive complètement aux échanges en nature dans les comptes avec les paysans pour les produits agricoles qu'ils lui livrent et pour les travaux de transports, forestiers et autres qu'ils font (dans ce sens, les premiers pas sont déjà faits).

La construction de l'économie soviétique est, cela va de soi, loin d'être achevée et toute une série de problèmes sont encore à résoudre. Faute de place, nous n'avons pu parler ici de bien des choses essentielles. Nous n'avons pas expliqué, par exemple, les faits d'importance capitale, comme l'organisation dans l'agriculture de quelques milliers de propriétés d'Etat d'une superficie totale de près de 4 millions d'hectares (près de 4 millions de déciatines), comme les nouveaux essais dans le domaine de l'administration économique (la mobilisation en vue du travail de trois classes, la propagande économique, etc., etc.). En tout cas, pendant ces trois dernières années, l'on a créé suffisamment pour pouvoir continuer à construire et la direction du développement est devenue suffisamment nette. La population de la Russie en attendant vit matériellement plus mal qu'avant la guerre, mais déjà devant elle brille une éclaircie sous ce rapport. L'essai du premier Etat des Soviets a passé avec succès un examen de trois ans et, en résultat, l'Etat « l'Etat de la dictature du prolétariat » entre dans sa quatrième année d'existence plus fort que jamais et prêt à continuer, à accomplir sa tâche historique.

21 octobre 1920.

I. LARINE.

SPA OU MOSCOU

Spa ou Moscou, c'est là la question primordiale, qui attend une réponse, question posée au prolétariat d'Allemagne, aux exploités du monde entier qui veulent se libérer de leur joug. En effet, à Spa, il s'agissait de quelque chose de plus vaste que l'acquittement de la note de la guerre mondiale que les impérialistes de l'Entente victorieuse exigent de l'Allemagne réduite à merci. A l'entrevue de Spa, entrevue des hommes d'affaires politiques d'ici et de là, étroitement liée à la question nationale et manifestant sa puissance évolutive la plus grande, se dessina la lutte formidable entre le capital et le travail, la grande bataille historique entre le grand nombre des exploités qui produisent la richesse économique et le petit nombre d'exploiteurs qui se l'approprient. Le marchandage au nom de la « Patrie » de ce côté et de l'autre des frontières, les exigences arrogantes du vainqueur, l'humble plainte des vaincus demandant quelques égards, le chuchotement hypocrite des chefs d'Etat et des diplomates, les conseils et les propositions des experts : tout cela perdit de sa signification devant l'ombre géante de la Révolution, qui apparut à Spa.

Devant cette ombre menaçante, les ennemis frissonnants rampèrent l'un vers l'autre, conscients de l'identité de leurs intérêts. Avec quelles bruyantes clameurs les « patriotes » de l'Allemagne et de l'Entente annoncent-ils au monde leur opposition implacable ; par-dessus cette opposition, la peur de la Révolution qui les fait trembler les a unis, et aussi la ferme volonté de tenir sous l'oppression du

(1) N. D. L. R. — Cette étude nous est parvenue avec retard. Indépendamment de son intérêt général, les négociations des Alliés avec l'Allemagne au sujet de la conservation de la garde-blanche, dite « Orgesch », lui donne un regain d'actualité.

capital les esclaves salariés en révolte. L'antagonisme de classe entre la Bourgeoisie et le Prolétariat a triomphé à Spa des contrastes nationaux et préparé le terrain, sur lequel les représentants impérialistes d'Allemagne et de l'Entente se rencontrèrent, sur lequel la contre-Révolution internationale rassembla ses forces contre le Prolétariat qui s'élança en avant pour détruire le vieil ordre bourgeois.

En même temps, la Révolution prolétarienne concentre de son côté ses forces combattives à Moscou autour de la bannière de la III^e Internationale, de l'Internationale communiste. C'est une marche en avant internationale, telle que le monde n'en a encore jamais vue ! Car, au signe du Communisme, ce fut une poussée vers le Prolétariat russe riche en gloire, lui qui a sonné le tocsin de la Révolution mondiale et brisé les chaînes de ses esclaves, poussée non seulement des avant-gardes révolutionnaires des travailleurs de tous les pays d'industrie capitalistes, mais encore des exploités et serfs de l'ordre social pré-capitaliste. Les pauvres et les petits, les exploités et les opprimés sur toute la surface du globe se portent au combat à Moscou contre l'exploitation et le servage sous toutes leurs formes. C'est une levée de boucliers, pour la liberté de l'humanité, d'une ampleur universelle et d'un poids ébranlant le monde. La conférence des gouvernants capitalistes à Spa et le congrès international des militants communistes à Moscou marquent les pôles opposés du processus historique de notre époque ; ce sont les étapes significatives de la lutte de classe entre le Prolétariat et la Bourgeoisie. Moscou et Spa ! Le sens de ces deux noms, c'est Révolution prolétarienne et Contre-Révolution bourgeoise, c'est Socialisme et Capitalisme.

Le vacarme nationaliste, produit en Allemagne par la conférence de Spa, étouffa ce sens, qui néanmoins se détacha au cours des négociations avec toute l'acuité désirable. Le vacarme nationaliste était fait de majesté et de platitude ; c'était un mélange repoussant de pleurnichements pusillanimes et de sot cliquetis d'armes. Il n'y a que des

enfants pour espérer pouvoir influencer ainsi « l'ennemi », « moralement » ou « politiquement ». Là-dessus, le petit jeu conseils et prophéties, foncièrement stupide et servile auquel se livra la presse, au sujet des « perspectives » de la conférence, d'après les paroles, la mine et le visage, les pâles couleurs ou l'appétit sain de Llyod George, Millerand et *tutti quanti*. A l'ouverture de la conférence, un mélodrame religieux du chancelier d'Etat, Fehrenbach, qui comme président de l'Assemblée nationale avait chargé « uniquement les épaules des ennemis de l'Allemagne » de toutes les responsabilités de l'explosion de la guerre mondiale et avait lancé un appel pour la guerre de revanche jusqu'aux petits enfants qui n'étaient pas encore nés. Le représentant de la République allemande oubliait qu'il ne parlait pas devant un état-major de pasteurs, de professeurs et de docteurs politiques, mais bien au contraire, devant les brasseurs d'affaires expérimentés, rusés en matière politique, de l'Impérialisme capitaliste. Avec une froide et méprisante supériorité, Llyod George poussa de côté la phraséologie moralisante, tandis qu'il réclamait des chiffres et des faits sur l'exécution du désarmement, comme le traité de Versailles en avait fait le devoir à l'Allemagne. Il fut montré, qu'à la procédure allemande, il manqua la condition primordiale de toute action politique : la connaissance nette et l'expression courageuse de ce qui est. Leur remarquable maladresse fut cependant accessoire, sans importance dans l'ensemble, de même que les antagonismes nationaux, produits par les Impérialistes de chacun des pays qui s'entre-combattaient, s'effacèrent derrière la solidarité internationale des capitalistes, des possesseurs de tous les Etats, afin d'empêcher la liquidation de la guerre mondiale par la Révolution prolétarienne.

..

A la vérité, personne n'est sorti vainqueur de la guerre mondiale, il n'y eut que des vaincus. Dans tous les Etats d'Europe qui y ont participé, les finances sont ruinées ;

mûres, plus que mûres, pour la banqueroute, la société bourgeoise est malade, elle expire, elle se décompose. Le processus de dissolution et de décomposition du capital se déroule plus vigoureusement dans un pays, plus lentement dans l'autre, ici d'une façon nette et visible, là encore caché et déguisé. Néanmoins, un destin qu'on ne peut éviter, qu'on ne peut arrêter progresse dans tous les pays. Les possédants des différents pays tremblent à l'approche du dernier jour de leur exploitation et de leur domination, à l'approche de la Révolution prolétarienne, devant la vie nouvelle qui commence à surgir des ruines de l'Ordre bourgeois. Les faits sur les faits leur martèlent en tête la conscience, qu'aucun des Etats européens que la guerre a tiré hors de sa voie naturelle ne pourra restaurer son économie intérieure par ses propres forces. Les pays infériorisés doivent acquitter les dépenses nécessaires à la renaissance du Capitalisme dans les pays vainqueurs. On mise sur la solidarité internationale des classes capitalistes de tous les pays pour contribuer à une restauration constructive et en particulier on s'accroche à l'espoir que les Etats-Unis d'Amérique auront à cœur de sauver le Capitalisme européen en faillite. Seulement- l'âpre tempête de la Révolution rugit et disperse à tous les vents l'essaim des besoins chaotiques des désirs, des illusions du Capital. Dans toutes les contrées, les exploités, les opprimés secouent les chaînes qui les attachent à l'assujettissement et à l'exploitation. Le souci de contenir, de réduire à l'impuissance les esclaves révoltés de la classe possédante seconde les efforts tendant au « Rétablissement de l'Economie ».

D'après les circonstances données, parmi les divers pays qui négocierent à Spa, c'est le désir ou de reconstruire l'économie ou de ligoter le prolétariat qui fut placé au premier plan. Comme la pauvre Italie, la France jadis si prospère peut préserver ses finances de la banqueroute menaçante, si l'Allemagne paye des sommes énormes pour la réparation des dommages de guerre. Son économie intérieure a été systématiquement bouleversée jusque dans ses

racines par le vandalisme des militaires obéissant au désir de destruction des concurrents allemands. Maintenant, il lui faut renaître de ses ruines aux dépens du commerce allemand, même s'il s'ensuivait l'écrasement complet de celui-ci. On s'explique dès lors l'inflexibilité de Shylock, avec laquelle les impérialistes du gouvernement français exigent l'exécution intégrale du traité de Versailles, la recherche avide des milliards, des moyens de production, du charbon, etc...

La misère économique n'a pas encore atteint en Angleterre son niveau le plus élevé. C'est pourquoi son immense empire sera secoué de mouvements révolutionnaires. De l'Irlande aux Indes, le drapeau des révoltes flotte, révoltes auxquelles coopèrent toutes les énergies évolutives nationales, religieuses et sociales. En Angleterre même, le continuel « labour unrest » (l'ébullition constante du travail) crie au Capitalisme : pense, combien tu es mortel. Sûrement : le mouvement ouvrier anglais se présente encore sous un caractère éminemment « gentlemanlike », en haut de forme avec la jaquette noire des leaders syndicaux vieux style. Cependant, sous ces formes, une position nettement anti-capitaliste se révèle d'une manière toujours plus saisissante, et les courants révolutionnaires décrits plus haut grossissent de plus en plus. Le grand souci de la bourgeoisie anglaise, c'est de dompter la Révolution. Dans cette filiation, la question du désarmement offrait à Spa une signification toute particulière pour les représentants de l'Angleterre capitaliste. Le désarmement de l'Impérialisme et du Militarisme allemand leur parut secondaire à côté du désarmement de la Révolution allemande.

Les deux tendances principales qui se sont manifestées il y a peu de temps, souvent assez étroitement unis ou mêlés à d'autres causes, ont déterminé le caractère et le résultat de la conférence de Spa. Malgré tous les accoutrements du charlatanisme national dans la presse et la politique de l'Entente et de l'Allemagne, Spa se présente comme le premier essai, pour arriver à restaurer et renforcer l'économie

capitaliste à l'aide d'une entente internationale des adversaires de la guerre mondiale, ce qui sous-entend : l'abaissement du Prolétariat, la répression de la Révolution. L'intérêt semblable des classes possédantes et exploitées en Allemagne, en France, en Angleterre, en Italie, etc. donna une base à ce double but, base sur laquelle les frères ennemis tombèrent d'accord en « pleurant de joie et de douleur ». Malgré tous les tours de prestidigitateurs et la prodigalité d'indignations d'ordre moral de la part des deux parties en conférence, aucune d'entre elles n'a mesuré à l'aune les réclamations « patriotiques », ni l'obtention de ce qu'elle souhaitait et avait promis d'apporter au pays. Mais, la désillusion du sentiment national dissimule bien mal le contentement d'avoir obtenu des avantages internationaux pour la classe capitaliste. C'est pourquoi les négociations ne pouvaient pas ne pas donner de résultat. On annonça des crises « difficiles » et « très difficiles », des « désaccords », des « l'horizon s'assombrit », des « ruptures imminentes de la conférence ». Ce n'étaient que des coups de tonnerre factices, des éclairs de feu d'artifice destinés au bon public. Il en est de même du « Non » de Monsieur Stinnes, que les pangermanistes et les nationalistes allemands fêtèrent extasiés comme les gamines qui ont entendu pour la première fois les notes les plus hautes d'un ténor d'Opéra.

..

Pour la question du désarmement, les parties en conflit tomberont vite d'accord une fois qu'ils auront reconnu, qu'en dernière analyse, ils veulent la même chose. La clarification en a été rendue plus difficile du fait que cette question avait une double face : d'un côté, réduction de la Reichswehr, portant en elle le germe de développement d'un nouvel impérialisme militariste capable de préparer dans le futur des guerres de revanche et de conquête ; de l'autre, le désarmement des ouvriers qui doivent conduire victorieusement l'exécution de la Révolution sociale, de la Révolution mondiale. Millerand, type de l'avocat rusé, am-

bitieux de sortir du parcage des rentiers petits bourgeois, s'était plus arrêté à la première face ; la deuxième souriait plus à Lloyd George, fils sage du plus ancien état d'industrie capitaliste. Il n'était pas difficile de démontrer aux représentants de l'Ersatz-gouvernement de Kapp, que le Capitalisme allemand ne payerait pas trop cher, au moyen de la réduction de la Reichswehr, la mise hors d'état de nuire des travailleurs et même au besoin leur écrasement par des troupes de police bien organisées. Le ministre des affaires étrangères, M. le docteur Simons, expliquait justement à des interviewers, « il s'agit, pour l'Allemagne, de créer à la place des vieilles formes militaires de nouvelles méthodes pour la protection de la vie économique », lisez de la caisse capitaliste. Le chancelier d'Etat exposa qu'une forte organisation militaire était nécessaire à l'Allemagne pour tenir tête à de nouvelles révolutions, aux grèves nombreuses et pour la perception des impôts. Un entretien entre le Dr Simons et Lloyd George dégage bien l'esprit de l'accord de toute apparence nationale. Le bureau de l'association des éditeurs de journaux allemands et le correspondant du « Lokal Anzeiger » l'ont rapporté ainsi. Les Allemands et les Anglais furent d'accord sur ce que les grands dépôts d'armes parmi la population civile en Allemagne présentaient un danger international des plus redoutables. Lloyd George voyait déjà par l'esprit les armées bolchevistes allemandes traverser la Manche, et il s'écria d'une façon encourageante : « La France vaincue en 1871 a montré comment on étouffe les révolutions ». Le Dr Simons répondit d'un ton promettant : « Nous en ferions autant, si cela était possible. » Il voulait rappeler également que nous avions alors aidé les Français. Si l'Entente veut faire de même chez nous, alors il faut nous laisser la force nécessaire. Des lois ne suffisent pas en Allemagne, si derrière il n'y a pas les moyens suffisants pour les faire exécuter. »

Le brutal esprit contre-révolutionnaire de cette conversation dénotait quels devaient être les résultats des pourparlers. La réduction immédiate de la Reichswehr à

100.000 hommes que l'Entente exigeait tout d'abord, fit place à l'engagement donné par le gouvernement de dissoudre aussitôt la « einwohnerwehr » (garde civique), de transformer la gendarmerie, de désarmer la population civile, de faire à cet effet des dispositions pénales efficaces et, si cela est nécessaire, d'élargir le mandat du pouvoir exécutif. Que veut dire cela, sinon que le gouvernement allemand veut s'abriter derrière les engagements pris à Spa vis-à-vis de l'Entente, pour exercer contre l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat un pouvoir de terreur blanche, sous prétexte du désarmement et de la recherche des armes ? Pour ce noble but, des 100.000 soldats démobilisables immédiatement, 50.000 resteront jusqu'au 1^{er} octobre et les 50.000 autres jusqu'au 1^{er} janvier 1921.

L'indulgence paternelle du gouvernement pour les kapistes prouve que la recherche et la confiscation des armes, les dispositions pénales et l'élargissement du mandat du pouvoir exécutif ne seront pas trop gênants en ce qui concerne les dépôts d'armes de la camarilla militaire et des putschistes monarchistes. Le poing énergique levé contre les officiers et les soldats républicains et contre « la foule paresseuse des grévistes » montre bien qui sera frappé par la dureté des mesures prises en vue du désarmement. Pour être bien fixé là-dessus, on n'avait pas besoin de l'avertissement de la « Deutsche Tageszeitung », organe des hobereaux et gros industriels : « Le gouvernement commencera immédiatement à désarmer complètement les éléments de gauche et poursuivra ce désarmement jusqu'à la réussite. » Ces éléments de gauche, ce sont les masses prolétariennes que l'on n'a pas encore pu diriger comme on voulait, parce que, hélas ! elles étaient armées, masses qui osent encore penser et réclamer. En les frappant, on veut frapper la Révolution même. Après l'accord fait par les nobles âmes des contre-révolutionnaires de tous les pays et de la vieille démocratie et celles de l'empire de la nouvelle démocratie, accord fait sur le problème du désarmement, leur entente sur la livraison du charbon devient un pacte indélébile

(à la prochaine conférence à Genève l'Allemagne sera dédommagée pour cela). En effet, en ligotant le prolétariat allemand, on croyait obtenir la garantie d'une exploitation plus intensive des mineurs, ce qui permettrait de satisfaire en même temps l'avidité des impérialistes de l'Entente et la soif de profit des capitalistes allemands. Pendant les négociations, alors que les impérialistes de l'Entente tendirent les mains vers l'objet le plus sacré du capitalisme, vers le profit, un marchandage passionné et opiniâtre commença. Les représentants des capitalistes allemands laissèrent entrer en scène les esclaves extorqués et affamés des mines pour défendre le droit des seigneurs nationaux à l'exploitation. Ils donnèrent des raisons pour prouver que, si les conditions du travail restaient les mêmes, il était impossible d'augmenter la production du charbon, — raisons que d'habitude les seigneurs traitent de « mensonges fonciers pour masquer la paresse ». Si Stinnes et les représentants du gouvernement se mirent à côté de Hue, chef socialiste majoritaire des mineurs, celui-ci se montra à leur côté nationaliste « pacifiste », lorsqu'il menaçait les impérialistes de l'Entente avec le poing caleux des ouvriers.

Devant la crise économique qui fait rage, c'est un coup mortel porté à l'économie de l'Allemagne que la livraison de 200.000 tonnes de charbon par mois pendant six mois. Pas une tonne de charbon n'est extraite, ni répartie, ni expédiée sans que l'on en rende compte à un représentant de l'Entente. Le contrôle de la production charbonnière allemande par les Alliés signifie en réalité le contrôle de toute l'économie de l'Allemagne. Et ce contrôle peut servir comme moyen de coercition politique extrêmement dur. Que l'ordre : « L'Allemagne au secours de la Pologne contre le Bolchevisme ! » ne soit pas encore donné, cela s'explique par le fait que l'on apprécie mieux la puissance révolutionnaire de la Russie des Soviets et que l'on a peur des masses ouvrières des pays de l'Entente, masses qui sympathisent avec l'Etat prolétarien. L'accord de Spa va aider et accélérer la ruine de l'économie allemande, mais les seigneurs des

mines pourront tondre leurs brebis. Cet accord leur assure un grand écoulement de marchandises bien défini et sûrement bien payé, écoulement qui découle de la crise actuelle et leur donne la possibilité d'établir même dans le pays des prix de mercantis.

Dans le rôle de surveillants du capitalisme de l'Entente, ils feront saigner à blanc les esclaves des mines. La question n'est pas encore posée si cela sera fait par suppression de la journée de sept heures et par l'augmentation du temps de travail ou bien par l'augmentation du nombre des équipes. En lui promettant des vivres meilleur marché et en plus grande quantité, on veut que le prolétariat des mines consente à une exploitation démesurée. Mais, à côté de cet appât de la vie à bon marché, il y a déjà la menace des mitrailleuses. L'Entente a autorisé le gouvernement allemand à tenir jusqu'au 1^{er} octobre, dans la région de la Ruhr, pour pacifier la population révoltée, 10 bataillons, 5 escadrons et une batterie de la Reichswehr. Il semble que la gravité de l'heure appelle les mineurs allemands à être les champions du prolétariat allemand tout entier et de leurs frères en professions à l'étranger. Les grandes luttes qui s'approchent pour le contrôle de la production par les conseils ouvriers révolutionnaires, pour le passage des moyens de production en possession de la société, ces luttes doivent triompher dans les mines. Puissent-ils alors, non seulement les ouvriers de l'Allemagne, mais aussi les ouvriers de France et d'Angleterre — le prolétariat des mines en tête — démontrer par leur action qu'ils comprennent qu'il s'agit de leurs propres intérêts. L'accord entre les classes capitalistes d'ici ou de là aboutit à un renforcement de la lutte de classe, renforcement au point de vue national et international.

Les partis bourgeois de l'Allemagne s'accommodent de l'accord conclu à Spa avec plus ou moins de grimaces, de jurements, de malédictions, de soupirs, avec plus ou moins de louanges modestes ou de reproches mordants pour la conduite du gouvernement et de ses représentants. Mais,

que leur reste-il d'autre à faire? Spa est l'enfant légitime de Versailles, de même que la paix de Versailles, imposée par l'épée, est l'enfant légitime de la guerre impérialiste de rapine que ces mêmes partis pendant quatre ans et demi ont bénie et sont entièrement co-responsables pour elle. L'esprit essentiellement contre-révolutionnaire de l'accord les résigne à boire la coupe amère. Les socialistes majoritaires poursuivent leur route avec une minorité possédante, avec ce qui s'appelle en Allemagne la « démocratie ». Ainsi, ils sont restés fidèles à eux-mêmes, ils sont restés fidèles à la trahison des principes socialistes et du prolétariat, ils sont restés fidèles à leur service du capitalisme, à la domination de classe bourgeoise. Qui s'étonnera encore de cela?

Par leur vue bornée et par absence de sens critique pour les faits historiques, les chefs du parti socialiste indépendant se sont surpassés eux-mêmes. La « Freiheit », l'organe central du parti et qui est la chair de la chair de ses chefs et l'esprit de leur esprit, a vite fait de canoniser timidement le pacte infâme contre-révolutionnaire des gouvernements capitalistes comme un commencement du rapprochement des peuples. Dans la solution apportée à Spa à la question du désarmement, elle voit toute sa vie une défaite du militarisme. Les conceptions des « fous révolutionnaires » communistes, elle croit les liquider par la mauvaise plaisanterie que la révolution n'est pas liée étroitement aux généraux Lettow-Vorbeck-Lüttwitz. En un mot, on voit que les sages de la « Freiheit » n'ont rien appris dans l'histoire de la guerre et de la révolution et qu'ils attendent et espèrent dans une heureuse innocence que la Société des Nations des gouvernements bourgeois et la défaite du militarisme allemand soient réalisées par les bienveillants impérialistes de l'Entente. Les masses du P. S. I. ne sont pas d'accord avec les chefs, mais elles les supportent.

Nous, communistes, nous invitons le prolétariat à déclarer qu'un abîme profond et infranchissable le sépare des classes exploitantes capitalistes allemandes, dont les représentants ont conclu un accord avec les impérialistes de

l'Entente à Spa ; que ces représentants ne sont pas les représentants des intérêts ni des buts de la population laborieuse ; que la classe ouvrière d'Allemagne, unie au prolétariat des pays de l'Entente, va liquider l'héritage que la guerre a laissé derrière elle, héritage de violence, d'exploitation, de corruption, de haine et de barbarie ; que, dans ce but, elle invite les prolétaires de France, d'Angleterre, d'Italie à abattre l'impérialisme et le capitalisme, ainsi qu'elle-même est fermement décidée à le faire en Allemagne ; que les prolétaires allemands sont prêts à reconstruire, ensemble avec les ouvriers et les paysans français, le nord de la France dévasté par le militarisme allemand, mais non pas sous les ordres des vampires capitalistes et pour l'enrichissement des exploiters d'ici et de chez eux.

Nous, communistes, nous inculquons aux prolétaires la conscience qu'il s'agit maintenant plus que jamais de conserver une discipline de fer ; qu'ils ne doivent pas se laisser entraîner à des actions partielles et qu'ils ne doivent pas garder plus longtemps les chefs qui, doutant des principes et de la route à suivre, marchent à côté d'eux au lieu de marcher en tête et résolument ; qu'il faut qu'ils se préparent au point de vue idéologique et au point de vue d'organisation pour les luttes futures vers lesquelles nous pousse rapidement la décomposition de l'ordre social capitaliste ; qu'il faut qu'ils se rassemblent pour former un front unique international et pour qu'il y ait de l'unité dans l'action, ce qui n'est pas réalisable sans unité des principes et des directives tactiques. En un mot, les masses prolétariennes conscientes du but et prêtes à l'action doivent opposer au Spa de la contre-révolution internationale, le Moscou de la révolution mondiale.

Moscou ! C'est un symbole, c'est un espoir, c'est une fermeté de la révolution prolétarienne. C'est là que fut fondée il y a quinze mois la III^e Internationale, l'Internationale de l'action, alors berceau des partis communistes encore jeunes et non complètement formés. Aujourd'hui le deuxième Congrès de la III^e Internationale réunit un beau nombre de

partis socialistes, communistes du monde entier. D'autres frappent à la porte en demandant à ce qu'on les laisse entrer et, au fur et à mesure que les masses opprimées et exploitées commencent à se révolter contre le capitalisme destructeur des corps et des âmes, elles lèvent leurs yeux avec enthousiasme vers Moscou. C'est là que les forces prolétariennes seront réunies pour former une puissance géante comme esprit et comme organisation, puissance qui précipitera le capitalisme dans les ténèbres éternelles, et exposera à la lumière du jour la société communiste. La route de salut du prolétariat allemand contre l'alliance faite à Spa entre l'exploitation et l'oppression passe par Moscou. Plus la masse des travailleurs allemands se déclarera partisane résolue et dévouée de l'œuvre de Moscou, plus vite les ouvriers des Etats de l'Entente se placeront à son côté comme camarades : Spa s'évanouit devant Moscou !

Clara ZETKIN.

Unité Révolutionnaire ou unité Confusionniste ?

I

La révolution mondiale dont la révolution russe est l'avant-garde, pose de nouveau — et partout ! — la question de l'unité des partis socialistes. L'idée de l'unité jouissait jusqu'ici d'un prestige on ne peut plus légitime. Elle a mis fin aux éternelles querelles des sectes et des individualités de la période antescientifique et quasi préhistorique du socialisme. Et, ce qui est encore plus important, elle a réuni en un bloc imposant d'importantes masses ouvrières en les dressant, sur un front unique, contre la classe capitaliste.

A la fin du XVIII^e et surtout au cours de la première moitié du XIX^e siècle, tout socialiste de renom avait son système, son école, ses partisans et même son église, lui servant à excommunier tous ceux qui n'adhéraient pas à l'ensemble de ses dogmes. Charles Fourier, virulent polémiste, traitait ses précurseurs, Robert Owen et Saint-Simon de « charlatans » et d'« imposteurs ». Proudhon outrageait tous les communistes en bloc. Ni polémiques, ni excommunications n'ont empêché l'idée socialiste de suivre son évolution naturelle et de se développer en rejetant, en chemin, tout ce qui n'était pas viable.

Il y a plus. Les querelles et les discussions contribuèrent considérablement et au développement de l'idée et à sa diffusion. Le bruit assourdissant des disputes socialistes attirait la curiosité publique, éveillait l'attention et l'intérêt, attirait des adhérents et provoquait des dévouements. L'idée elle-même se clarifia et se précisa. Car chaque Ecole, chaque secte mettait en lumière un côté important du problème social. Saint Simon et son Ecole firent ressortir l'importance du Travail industriel, de la base économique

de l'histoire et préparèrent ainsi les voies au socialisme moderne. Robert Owen fit la découverte de la Coopération et de l'éducation par le travail moralisateur. Charles Fourier dénonça génialement les incohérences et les gaspillages de la barbarie capitaliste et posa le problème du travail harmonisé et attrayant. Proudhon a démoli impitoyablement un nombre considérable de préjugés et d'erreurs du vieux monde basé sur « la propriété-vol ».

On peut en dire autant des fractions socialistes militantes qui se livraient, après l'écrasement de la Commune, des batailles homériques : blanquistes, syndicalistes, guesdistes, possibilistes, allemanistes, jaressistes, indépendants, grève-généralistes, etc., etc. Chaque fraction avait son idée favorite, sa méthode préférée, ses partisans fervents. Chaque fraction exagérait, évidemment son importance, voyait dans la parcelle de vérité dont elle avait la garde toute la vérité. Mais leurs luttes, même leurs disputes ne furent pas vaines. Elles contribuèrent à clarifier les idées et à fixer la tactique.

II

Le mouvement grandissait et se développait malgré les scissions, les excommunications, les querelles, les polémiques et les disputes — et un peu à cause même de tout cela. Une nouvelle génération de socialistes trouvant le terrain tout préparé eut hâte de réaliser les efforts accumulés d'un siècle de luttes sociales et d'élaboration d'idées. Moins préoccupés de la rigueur doctrinale, de la clarté et de la précision des idées que des succès pratiques immédiats, ils se mirent à prêcher l'unité à tout prix. Le socialisme devenait une force, même au point de vue numérique ; sa mise en valeur électorale s'imposait. Une tactique purement électorale s'élaborait. Et l'on sait que les divisions sont mortelles dans les luttes électorales. *L'unité s'était avant tout imposée comme une nécessité électorale.* Au point de vue doctrinal, les unitaires furent des éclectiques ou des confusionnistes. Les marxistes français — ou les gues-

distes — qui seuls, en France, avaient une doctrine claire et logique furent longtemps rebelles à toute idée d'unification. Ils furent longtemps dénoncés et flétris par leurs adversaires comme des « sectaires », des « scissionnistes », des « fanatiques ». Jules Guesde fut violemment combattu et traité de « pape », de « dictateur ». Et notre spirituelle et aimable Séverine, l'amie et le compagnon de lutte de Jules Vallès, traita, à l'époque du *Cri du Peuple*, le fondateur du Parti Ouvrier Français (P. O. F.) de « plus grand diviseur commun », ainsi que j'ai traité moi-même Lénine dans mon ardeur unitaire (tout en combattant avec lui les idées de nos adversaires communs : Axelrod, Martoff, Dan et autres).

Le Parti Ouvrier Français — les « terribles guesdistes » — a subi le sort commun de toutes les fractions socialistes. En grandissant et en se développant, il est devenu une force électorale. Il commença à attirer à lui tous les éléments qui cherchent dans la politique soit des réalisations immédiates, soit un intérêt personnel, soit l'un et l'autre. Les succès électoraux de la région du Nord contribuèrent puissamment à son développement. Et il abandonne peu à peu son « sectarisme », sa rigueur doctrinale et son intransigeance politique. Comme les autres fractions socialistes, il devient avant tout une force électorale. C'est alors qu'il devient tout naturellement « unitaire ».

En France, c'est surtout Jaurès qui poussait à l'unité à tout prix, à l'unité quand même. Jaurès, on le sait, c'était l'unité faite homme. C'est l'idée maîtresse de toute son œuvre, de toute sa vie. C'est l'âme de son âme. En philosophie il fut panthéiste, c'est-à-dire partisan de l'unité absolue de tout ce qui existe, de l'unité universelle. Venu au socialisme par la libre pensée, par la démocratie et par élan humanitaire, il cherchait à établir l'unité historique de la démocratie et du socialisme qui, dans la pratique, aboutissait à la tactique du Bloc, c'est-à-dire à la collaboration permanente des classes. Ce fut l'union profane précédant et préparant l'union dite sacrée.

Il est vrai qu'avant de céder le terrain, « blanquistes » et « guesdistes » réunis exigèrent et s'assurèrent des garanties résumées dans la résolution d'Amsterdam imposée, elle aussi, « du dehors ». En tacticien supérieur, Jaurès accepta toutes les conditions en sacrifiant ses conceptions particulières à l'unité quand même, à l'unité à tout prix. Car il savait que l'unité effacera tout, la tactique électorale aidant. Et Jaurès eut raison. L'unité a assuré le triomphe de la minorité jauréssiste et opportuniste. Les guesdistes électoraux, tout en profitant de l'autorité et du prestige incomparables de Jules Guesde l'abandonnèrent peu à peu. Et, sans son petit hebdomadaire : *Le Socialisme* où une phalange ardente d'écrivains socialistes intransigeants combattaient courageusement le réformisme et le confusionnisme, « le guesdisme » serait mort longtemps avant la guerre mondiale. Mais, la vague jauréssiste et électorale emporta ce dernier combattant du marxisme révolutionnaire. Avec la disparition du « *Socialisme* », l'intransigeance guesdiste a cessé de vivre. Elle ne se réveillera que pour combattre, à la grande joie de la bourgeoisie, les anarchistes et les antimilitaristes. Et « le guesdisme » trouva moyen d'apparaître ainsi plus modéré et plus national que Jaurès lui-même...

Ainsi finit la fraction la plus révolutionnaire et la plus socialiste. L'unité qui fut le triomphe du confusionnisme et de l'électoratisme a blessé mortellement le socialisme « guesdiste », c'est-à-dire le socialisme marxiste français. Le 4 août 1914 ne fut que la dernière pelletée de terre jetée sur sa tombe ; ni fleurs, ni couronnes... Cependant son passé « sectaire » fut et reste glorieux.

III

En Allemagne aussi, l'unité, historiquement nécessaire et explicable, développait, à la longue, ses conséquences funestes. Là aussi, la scission était à l'état chronique. Bebel et Liebknecht suivaient rigoureusement la tactique du socia-

lisme internationaliste de Karl Marx. Lassalle, tout en se croyant disciple de Marx, préconisait une tactique nationale et étatiste. Bismarck essaya de l'attirer à lui. Trop perspicace, trop grand pour se compromettre personnellement — ainsi que plus tard Jaurès — il donna tout de même naissance à une fraction très nationale, très opportuniste, accusée même d'attaches avec le même Bismarck. En tout cas, pendant la guerre de 1870-71, les internationalistes Bebel et Liebknecht refusèrent les crédits malgré l'« agression française », tandis que les lassaliens firent l'union sacrée avec les nationalistes allemands. Les succès électoraux de la socialdémocratie poussèrent, comme en France, à l'union des marxistes et des lassaliens au Congrès de Gotha.

On connaît la critique acerbe faite par Marx du programme confusionniste élaboré par ce Congrès unitaire. Grâce aux efforts d'Engels, de Bebel, de Liebknecht père et de Karl Kautsky, ce programme fut remplacé par un programme marxiste, à Erfurt (1890), complété par la résolution antirevisionniste de Dresde (1904). Mais la pratique électorale et réformiste de la socialdémocratie encouragée par de foudroyants succès électoraux eurent raison de la doctrine révolutionnaire du Parti. Les Auer, les von Vollmar, les Bernstein, les David et leurs amis, que les Congrès désavouaient régulièrement et périodiquement, dirigèrent, en réalité, toute l'action pratique du Parti. On les blâmait fraternellement, tandis qu'on chassait impitoyablement du Parti les « indépendants » de l'époque, coupables de prendre au sérieux la doctrine révolutionnaire du Parti. En Allemagne comme en France, l'unité profitait avant tout aux modérés, aux opportunistes, aux confusionnistes.

La contradiction constante entre la théorie révolutionnaire et la pratique opportuniste donna naissance au Revisionnisme d'Ed. Bernstein. Il fut choqué, lui aussi, de cette contradiction entre la théorie et la pratique. Et pour la supprimer, il demanda qu'on se débarrasse une fois pour toutes non de la pratique réformiste, mais de la théorie révolutionnaire. Et il exigea avec son obstination habi-

tuelle : « Disons ce que nous sommes ; un parti de *réforme sociale*. Le but final n'est rien. Le mouvement est tout ». Malgré cette proclamation solennelle de la déchéance socialiste — véritable trahison ! — et les innombrables condamnations des hérésies bernsteiniennes, son grand adversaire, Bebel, n'a jamais cessé de collaborer avec lui dans les organes directeurs du Parti. Bernstein joua, dans la social-démocratie, le rôle de l'opposition *of his Majesty*, titre quasi officiel. L'unité de la social-démocratie fut sauvée, mais elle l'a payée trop cher : elle a cessé d'être révolutionnaire et internationaliste. Elle était mûre pour la catastrophe du 4 août 1914, terme logique de toute une évolution qui avait comme mot d'ordre : l'unité avant tout, l'unité quand même, l'unité à tout prix !

IV

L'unité est un drame, pour ne pas dire une comédie, en deux actes. Le premier acte se passe entre révolutionnaires et opportunistes. Nous avons démontré par des faits incontestables que ce mariage finit par l'infidélité d'un des conjoints. Les révolutionnaires y jouent le rôle peu reluisant de mari complaisant, fermant les yeux sur tout ce qui se passe dans son ménage.

Le deuxième acte se joue entre le Parti et les syndicats. Les syndicats allemands furent organisés, développés et encouragés par les militants du Parti. La vie syndicale allemande fut intimement liée à celle du Parti. Mais leur développement et leur spécialisation dans l'action réformatrice les dressèrent contre toute action révolutionnaire — même en théorie. Lorsque, sous l'influence de la révolution russe de 1905 et de son admirable porte-parole en Allemagne, Rosa Luxembourg, le Parti social-démocrate adopta la tactique de « la grève des masses », les syndicats dirigés par les Legien et les Robert Schmidt, se cabrèrent. Bebel résista d'abord, mais il a fini par céder. Pour les Congrès internationaux, on accorda une représentation égale au

Parti et aux Syndicats. La « grève des masses » fut remise au magasin des accessoires. On se rappelle le mot de Rosa Luxembourg à Bebel au Congrès de Mannheim : « Depuis quelque temps vous regardez du côté de la droite ». Elle désignait ainsi sa capitulation devant son adversaire Legien — toujours dans l'intérêt de l'*Unité* du Parti. Ainsi l'unité eut comme résultat inévitable une double capitulation : devant les opportunistes du Parti et devant le réformisme syndical.

V

En France, le Syndicalisme, après une période de corporatisme obscur et inefficace, prit, vers la fin du siècle dernier, un caractère nettement révolutionnaire. Il combattit le Parti socialiste au nom des idées libertaires et d'une tactique antiparlementaire. Il priva le Parti de quelques éléments précieux qui seraient susceptibles de renforcer son aile gauche, mais il préservait en même temps l'élite de la classe ouvrière de la corruption gouvernementale, bourgeoise et opportuniste.

Par une voie détournée, le syndicalisme est arrivé à mettre à la base de son action l'idée maîtresse du marxisme révolutionnaire : « l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même ». L'unité avec le Parti socialiste qui, dans sa majorité, était opportuniste et électoral, aurait fait, à cette époque, plus de mal que de bien.

Nous avons d'ailleurs pu constater les résultats de cette tactique *unitaire* pendant la guerre où le Syndicalisme de guerre, Jouhaux en tête, marchait la main dans la main avec le socialisme de guerre de la majorité du Parti. C'était l'unité dans la confusion et dans la déviation. Le Syndicalisme de guerre se maintient jusqu'à nos jours. Le Parti socialiste est arrivé à se ressaisir. Sa majorité actuelle est en train de changer d'orientation. Elle va à Moscou. Mais la majorité de la C. G. T. actuelle est toujours attachée aux

pilotes qui ont failli faire sombrer le navire syndical pendant la tempête de la guerre mondiale.

Et c'est au nom de l'*unité confusionniste* avec la majorité actuelle de la C. G. T. qui, comme les Thomas et les Renaudel, n'a rien appris et rien oublié, que la droite et le centre du Parti socialiste se préparent à livrer bataille, à Tours, aux partisans de l'Internationale communiste de Moscou. L'unité devient ainsi l'arme du confusionnisme par excellence.

VI

De tous les grands Partis socialistes adhérant avant la guerre à la Deuxième Internationale, le Parti bolchevik et son allié, le Parti socialdémocrate polonais eurent le courage de rompre avec la superstition de l'unité confusionniste au nom et dans l'intérêt de la tactique révolutionnaire. Les bolcheviks ont effectué leur première scission au Congrès socialdémocrate de 1903 où ils disposaient d'une faible majorité. De ce Congrès date leur nom : Bolcheviks, qui veut dire : « Majoritaires ! ». Pour la première fois, « majoritaire » signifiait « révolutionnaire ».

Les Bolcheviks subordonnèrent toujours les préoccupations de l'unité à celles de la tactique révolutionnaire. Dès le début, ils attaquèrent l'opportunisme, le réformisme, le ministérialisme, ainsi que toute collaboration de classe. Ils furent décriés comme des « sectaires », comme des « scissionnistes ». Cependant leur rigorisme n'allait pas jusqu'à l'isolement absolu. Ils firent l'unité avec les partisans de George Plekhanoff, le Jules Guesde russe, qui, avant la guerre, mettait son grand talent et ses vastes connaissances au service de la lutte sans compromission avec les opportunistes socialistes. Il réclamait même l'exclusion de Bernstein du Parti socialiste allemand pour « délit d'opinion », comme disent nos reconstructeurs. Pendant la Révolution, ils se coalisèrent avec les « socialistes révolutionnaires de gauche ».

Quand, en 1912, Lénine et ses amis, tout en ayant la

majorité dans le Parti, eurent rompu avec les mencheviks « minoritaires », qui avaient à leur tête Axelrod, Martoff et Dan, ils provoquèrent une tempête de protestation. Trotzky, Lunatcharsky, Ch. Rappoport et autres critiquèrent alors sévèrement le « sectarisme » des bolcheviks. Mais les événements de la Révolution de 1917 montrèrent que la tactique « scissionniste » avait sa raison d'être. Car, malgré les protestations de Martoff, son Parti a déserté en majorité la lutte de classe pour se joindre aux social-patriotes et aux démocrates bourgeois, en vue de continuer la guerre. Les chefs mencheviks comme Tchkeïdze et Tseretelli participèrent au pouvoir bourgeois.

On y peut trouver la confirmation de cette vérité élémentaire que les meilleures intentions ne comptent pas dans la vie politique. Quand un Parti ou une fraction du Parti se met en position de combat contre un Parti ou une fraction qui poursuit une tactique révolutionnaire, il devient, par cela même, le complice de la bourgeoisie et, sous prétexte de combattre les « exagérations » révolutionnaires, sombre dans l'opportunisme et le modérantisme le plus plat. Les périodes révolutionnaires n'admettent pas la tactique du juste milieu. Et les modérés tombent du côté où ils penchent — à droite. Peu à peu ils glissent vers la contre-révolution pure et simple. Avis à Martoff, à Grimm et à Friedrich Adler.

VII

L'unité représente un intérêt vital pour le prolétariat. Son combat économique quotidien l'exige encore plus impérieusement que sa lutte politique. L'unité augmente son prestige, sa foi dans l'avenir, ses chances de victoire. Mais il y a unité et unité. Il y a unité dans l'action et unité dans l'inaction. Il y a unité entre révolutionnaires menant le même combat contre le même ennemi. Mais il y a aussi une sorte d'unité qui est mortelle pour un parti ou une idée. L'unité de l'Eglise catholique a contribué à faire du christianisme une machine d'oppression et de réaction. L'unité

des radicaux avec les nationalistes a livré la démocratie bourgeoise la plus avancée à la réaction la plus noire et la plus primitive. L'unité des éléments opposés qui se paralysent mutuellement, c'est l'unité de la fosse commune où personne ne bouge. L'unité des socialistes allemands et français le 4 août 1914 — jour à jamais maudit ! — a tué la deuxième Internationale et déshonoré le socialisme. Et la protestation isolée de Liebknecht du 2 décembre de cette même année, qui fut le début d'une scission dans la social-démocratie fière de son unité indestructible, a sauvé l'honneur et l'avenir du prolétariat allemand.

Les partisans de l'unité quand même oublient que le Parti socialiste n'est pas un but, mais un moyen pour préparer et accomplir la Révolution sociale. Tout doit être subordonné à ce but. Si l'unité confusionniste se dresse comme un obstacle à notre but final, elle est inévitablement brisée soit par les éléments de gauche, soit par les éléments de droite. Ou faut-il attendre la Révolution elle-même pour permettre aux opportunistes, adversaires de la révolution, de la poignarder dans le dos ?

Il est puéril de parler des exclusions d'un parti pour « délit d'opinion ». Un Parti se base sur un programme qui est un ensemble d'opinions. Ceux qui ont des opinions cléricales forment un parti clérical. Et les Francs-Maçons éliminent de leurs rangs tous ceux qui commettent ce « délit d'opinion », et *vice versa*.

L'Unité est souvent l'opinion de ceux qui n'en ont pas. Ne comprenant pas les conséquences d'une tendance et d'une tactique, ils s'étonnent que l'on se « divise » au lieu de marcher ensemble. Si l'on avait écouté les apôtres de l'Unité quand même, MM. Millerand, Briand, Viviani, Scheidemann, Noske, etc., etc., feraient encore aujourd'hui la loi dans le Parti socialiste.

Nous sommes pour l'unité révolutionnaire contre l'unité confusionniste, pour l'unité d'action contre l'unité de piétinement sur place, pour l'unité-vie contre l'unité-paralyse, pour l'unité des masses éclairées contre l'unité des « chefs »

s'accordant comme des larrons en foire pour conduire les foules aveugles à l'abattoir capitaliste.

Placés entre la Révolution et l'Unité, nous choisissons la Révolution.

Ch. RAPPOPORT.

Un Chapitre du Martyrologe de la Révolution

Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat !

Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat ! Trois hommes indissolublement unis, sous la même dalle de l'Océan Glacial, où les banquises inscrivent en lettres de glace la pureté de leur vie et de leur mort. Nos premiers héros vraiment nôtres, car, n'est-ce pas, Jeanne Labourbe si elle était française, née de France, c'est un sang russe qu'elle a versé sous les coups de browning de ses assassins galonnés !

Nous ne la connaissions pas. Ses cendres nous sont plus proches que le feu de ses jours. Elle est un peu, pour nous, comme ces saintes de vitrail dont l'aurole ne se ternit jamais parce qu'elle est un éclat de la couleur céleste. Mais, parce que nous n'avons pas connu son apparence mortelle, nous ne l'entendons pas nous dire : « Mangez, voici ma chair ; buvez, voici mon sang... » Sa voix d'outre-tombe n'arrive à nos oreilles qu'en échos : le vent des steppes l'a enfermée dans la poitrine des soldats russes, chez qui elle était à jamais partie...

Eux étaient partis aussi, mais nous revenaient. Avez-vous déjà rapproché ainsi, d'aussi près, dans une ligne vite écrite, le miracle de ce départ et de ce retour ? Les mots vont moins vite que nos pensées et, lâches, ils hésitent à les suivre ; puis ils se déposent contre la fragile paroi de nos cerveaux qu'ils encroûtent et rongent. Et c'en est fini

d'eux... Paresse de notre vie intérieure, quelles belles images avez-vous déjà éteintes en nous ; quels enseignements n'avez-vous pas laissé choir ; comme sous l'orage, les fruits sains et les fruits rongés de vers tombent ensemble au sol et y pourrissent ensemble !

Ce départ ! ce retour ! Ne prononcez pas ces deux mots et que tout soit dit ! Songez que ce départ, c'est la France qu'on quitte et la Russie, qu'au travers de mille dangers, on touche déjà des yeux, comme un mirage soudain à portée humaine. C'est le baillonnement, l'esclavage, la guerre, l'agonie, la mort nue ou camouflée — expéditions de Syrie ou poisons du taudis sans oxygène — et c'est soudain les poumons libres, le poings sans chaîne, la paix du cœur, sinon celle des bras, la vie, toute la vie dans la lumière conquise et le soleil soumis !

C'est à cela qu'il s'arrachaient pour vous en apporter les prémices, les trois voyageurs Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat, dont les noms sous nos lèvres reviennent, dans leur pauvre ordre alphabétique, comme les mots des litanies dans le cortège sacré que disposa la piété puérile et géniale de Conrad de Haimbourg ou Etienne de Langton.

..

D'autres vous parleront de Vergeat et de Lepetit. Un autre aussi, et lui seul, pourra vous parler de Raymond Lefebvre. Dans le livre qu'il écrira sur celui qui fut plus que son frère — on ne choisit pas son frère, on n'est pas choisi par lui — Vaillant-Couturier enfermera l'éclat de cette vie qui brille aujourd'hui dans sa poitrine. Et il vous dira, ainsi, mieux que vos larmes trop instinctives, que le foyer est à jamais éteint qui jetait autour de lui des éclats pareils.

Né Normand, il y a trente ans à peine, Raymond Lefebvre allait faire ses études à Paris, dans l'aristocratique lycée de Janson-de-Sailly où l'amitié de Vaillant-Couturier devait déjà le protéger contre les coups des petits-fils aux poings obtus comme leurs cerveaux, des généraux-princes d'Empire et d'écuries.

Il les cinglait aux visages de mots plus durs que leurs paumes, et tel de ses condisciples, qui siège aujourd'hui à la chambre introuvable, a dû, à l'annonce de sa mort, respirer haut, comme un qui retrouve un souffle qu'il croyait à jamais perdu. Celui-là et M. Poincaré, ont — et ce sera la suprême vengeance — rendu grâce ensemble et sur le même Prie-Dieu, à la même heure, au même blocus libérateur !

Licencié d'histoire à 19 ou 20 ans, Raymond Lefebvre cherchait et trouvait déjà dans les poussières de flammes du passé, le point incandescent sur lequel allaient s'épuiser jusqu'à la mort ses poumons élus par la guerre. Au contact de cette vie plus fine, d'être dépourvu de sa gangue quotidienne, sa finesse native — ainsi de deux silex rapprochés jaillit une étincelle — s'affinait encore et l'histoire, elle, s'offrait transparente au regard appliqué de deux yeux myopes.

Les hommes qui n'apportent à l'avenir du Socialisme que les tares gonflées de vanité du présent lui reprochaient — ils n'osent plus aujourd'hui, mais leurs coups à s'éparpiller sur une tête de moins redoubleront sur les têtes rapprochées par ce deuil — lui reprochaient ce voyage au travers du passé qui s'appelle Science, Raison, et qu'ils baptisent, eux, réaction. C'est ainsi que de Raymond Lefebvre ils voulurent faire un jour un traditionnaliste (pour ne pas écrire autre chose), venu par un tour de reins aussi prestigieux qu'inattendu à la pointe extrême du Communisme. Mais pourquoi parler de ces hommes ? La mémoire de celui qui dès 1914, écrivait les lettres que *Clarté* a publiées (*je songe d'après les récits des blessés que le scandale — aux premières lignes — y est d'une autre nature, et aussi révoltante qu'ici, ne te pourrais pas dans ce charnier. Et encore au moins, ne t'en vas pas faire la dupe des patriotes, sous les obus*), cette mémoire-là est hors d'atteinte des mains dégouttantes du sang le plus pur du prolétariat.

Ainsi, aux premiers jours de la tuerie, Raymond Lefebvre appartenait déjà à ce petit groupe de la *Vie Ouvrière* qui

fut comme la conscience du pauvre corps crucifié sur les champs de bataille d'Europe.

Atteint lui-même, rudement bousculé par un lourd obus, les poumons déchirés par l'éclatement empuanti, revenu à l'arrière, l'hôpital, le sanatorium l'accueillirent tour à tour. Il y aurait pu guérir le mal qui ne pardonne pas, lorsqu'on le brave. Il le brava. Il le vainquit même un temps. Assez pour concevoir, mettre debout, réaliser l'Association républicaine des Anciens Combattants, embryon, mutilé à sa naissance, de l'Internationale des A. C.

Entré au Parti socialiste, il y combattit l'esprit de guerre dont celui-ci crevait lentement, d'une belle mort dorée dans des fauteuils ministériels ou les moleskines des antichambres. Personne d'entre nous n'a oublié la ruée de colère, montée des travées des *adhérents avec réserves* (cette ironie sanglante, aujourd'hui où Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergéat ont adhéré jusqu'au tombeau) *alias reconstructeurs*, le jour où au Congrès de Strasbourg il prit au collet le mannequin de la *Défense nationale* et cracha, sur son faux visage, la malédiction des Anciens soldats.

Et pourtant — mais non, voilà pourquoi ! — nul que lui n'aimait la France, n'avait de raisons de l'aimer. Il la servait de toute la force et de toute la tendresse de son génie, mûri par quatre ans d'épreuves aux côtés des plus obscurs des Français. Il l'a servie dans une œuvre littéraire que j'analyserai ici un jour, mais dont je puis écrire déjà qu'avec le *Sacrifice d'Abraham*, elle égale les plus hauts sommets de la littérature de la guerre et aussi de la paix ; il l'a servie à *Clarté*, dans laquelle il publia des « Chroniques de la vie intellectuelle » où d'un doigt acéré et lucide, il dépouilla de ses bandes la momie de la Nouvelle Revue Française, etc... Il l'a servie aussi à la minute même où, la gorge emplie déjà des eaux de la mer, qui seules pouvaient le vaincre, il cria — j'en suis sûr, entendez-vous — au milieu de l'orage sa foi dans l'apaisement des hommes et des flots.

Noël GARNIER.

Chronique Internationale

EN ITALIE

Serrati nous communique la résolution de la fraction « unitaire ». Nous la publions *in extenso* en laissant à notre collaborateur, Jacques Mesnil, qui étudie dans la Revue le mouvement italien, le soin de la commenter dans le numéro suivant, en même temps que les résultats du Congrès de Florence qui se tiendra prochainement. Que notre ami Serrati nous permette cependant de lui dire que les directives *générales* de l'Internationale communiste nous paraissent correspondre à la situation révolutionnaire du monde (y compris l'Italie). Tout autre préoccupation d'ordre national ou local doit disparaître en ce moment. Moscou tient compte des différences du milieu. Comme latin, Serrati sait mieux que tout autre que *salus revolutionis suprema lex*.

**

EN TURQUIE

Il est difficile, pour les camarades français, de se faire une idée juste des événements qui se déroulent en Orient, par les dépêches tendancieuses et mensongères des agences. C'est dans le but de les éclairer, que j'ai voulu écrire ces lignes. Je parlerai, cette fois-ci, du mouvement nationaliste d'Asie-Mineure et du mouvement socialiste en Turquie.

Les informations reçues des camarades qui se trouvent en Asie-Mineure confirment nos prévisions sur le mouvement nationaliste d'Anatolie, qui était et reste un mouvement essentiellement bourgeois. Le gouvernement provisoire, présidé par Moustapha Kémal pacha, tout en proclamant sa sympathie pour les bolchevicks, fait surveiller discrètement par ses agents les propagandistes des idées communistes et déploie la plus grande activité pour empêcher la formation d'un parti communiste turc, s'appuyant directement sur les masses des paysans et des ouvriers organisés. Les personnes envoyées par la Russie soviétique sont entourées d'agents du gouvernement et se trouvent ainsi dans l'impossibilité de se mettre en rapport direct avec le peuple travailleur et les personnes qui désirent constituer un parti communiste turc. Car, les nationalistes veulent passer pour des communistes qui désirent réaliser eux-mêmes les

principes communistes, en les adaptant aux conditions du pays. Dernièrement, certains socialistes avaient participé au Congrès de Bakou, organisé par le Comité exécutif de la III^e Internationale. Cet acte d'indépendance mit en colère Moustapha Kémal qui veut régner en maître absolu. Il a prononcé un discours à la « grande Assemblée Nationale », où il disait en termes vigoureux : « Vous seuls représentez le peuple et nul autre ne peut participer à aucun congrès comme représentant du peuple. » Mais, cette fameuse assemblée est composée, en grande majorité, de réactionnaires de toutes nuances, de cléricaux, de propriétaires fonciers, d'avocats, d'officiers, de profiteurs de guerre, de nationalistes acharnés, d'usuriers, en un mot de toutes les catégories sociales intéressées au maintien du régime capitaliste. Vous y chercherez, en vain, un représentant qualifié des masses laborieuses.

Malgré les restrictions gouvernementales, des groupes plus ou moins socialistes se sont déjà constitués en Asie-Mineure. L'un d'eux porte le nom de « La Société de l'Armée verte ». Il se propose, comme but, d'occuper l'Anatolie pour délivrer les paysans du joug impérialiste, et, par des tracts et des proclamations collés aux murs, il somme le gouvernement de laisser en liberté ses membres emprisonnés. Comme elle ne s'appuie pas sur des masses, cette organisation n'a aucune importance.

Il y a un autre « parti communiste turc » composé de quelques députés et de personnalités assez importantes. Il se propose comme but d'appliquer intégralement le programme des bolcheviks. Les dirigeants de ce groupe ne s'appuient pas, non plus, sur les masses organisées des paysans et des ouvriers ; ils se contentent de rédiger quelques appels et publient à « Eski-Chehir » une revue qui s'appelle *Nouveau Monde*. Leur leader le plus instruit, le jeune Chérif Manatoff, ne veut rien savoir de Marx, ni du mouvement ouvrier ; il prétend que Lénine, dont il parle continuellement, a inventé une nouvelle doctrine qui diffère du Marxisme.

D'autre part, les « Unionistes » qui se réservent le monopole de tout, depuis le patriotisme jusqu'au communisme et qui ont juré de ne pas laisser à d'autres politiciens la direction de l'Etat, ont établi un programme d'action qui adopte le mécanisme administratif des Soviets, mais en rejette les conceptions sociales et économiques. Le gouvernement aussi, paraît-il, quoique craignant le bolchevisme, a adopté, sous la pression de la nécessité, un mécanisme administratif ressemblant quelque peu au soviétisme.

De plus, d'après les nouvelles répandues, quelques officiers supérieurs seraient gagnés au bolchevisme et travaillent à transformer l'armée en armée rouge.

Mais, quoi qu'il arrive, il y a une chose certaine, c'est que tous ces courants ne sont pas nés au sein du peuple, qu'ils écartent systématiquement. Ce sont, pour la plupart, des aventuriers, des politiciens qui, voyant le bolchevisme triompher malgré tout, veulent passer pour des chets et des précurseurs du mouvement, afin de ne pas être écrasés par la vague rouge. D'autre part, il n'est pas moins certain que ces aventuriers qui, au fond, méprisent le peuple et adoptent le communisme non par conviction et comme une nécessité historique et sociale, mais par intérêt personnel, une fois arrivés au pouvoir, ne tarderont pas à laisser de côté leurs promesses et leur profession de foi bolchevique et voudront continuer à exploiter le peuple, cette fois-ci, sous le masque du bolchevisme.

Mais, les socialistes de tous les pays doivent soutenir ce mouvement, comme font actuellement nos camarades bolcheviks, parce qu'ils se réclament avant tout du principe d'autodisposition des peuples et surtout qu'il est dirigé contre l'impérialisme anglo-français, qui veut faire de la Turquie une colonie d'exploitation.

Seulement, il faut avouer ceci franchement, que le jour où les Anglais maîtres absolus de Constantinople, délaissent Vénizelos pour faire des concessions aux nationalistes, il y a bien des chances pour que ceux-ci abandonnant les bolcheviks se mettent sous la protection de M. Lloyd George qui leur est moins nuisible, en somme, que l'instauration du bolchevisme dans le pays.

Le dernier changement de cabinet à Constantinople n'est-il pas assez significatif à cet égard ? Il se peut que les Anglais voyant le danger bolchevik menacer sérieusement tout l'Orient, et les relations entre les ceux-ci et les kémalistes devenir plus serrées, consentent à la révision du Traité de Sèvres en faveur de la Turquie. La récente installation à Angora d'une ambassade bolchevique est de nature à causer une sérieuse inquiétude à M. Lloyd George, qui doit apprécier mieux que tout autre, la force et l'efficacité de la propagande bolchevique.

Voilà la situation actuelle, le sens et les possibilités du mouvement nationaliste d'Asie-Mineure.

Je donnerai maintenant quelques indications brèves sur le mouvement socialiste à Constantinople.

A Constantinople, il y a deux partis socialistes ou qui se proclament tels. Car, le « Parti socialiste de Turquie » dirigé par un nommé Hilmi, aventurier ignorant, mais actif, n'est en somme qu'une sorte de syndicat ultra-réformiste qui groupe quelques centaines de membres. Celui-ci agit en maître absolu, sans rendre aucun compte à personne. Il nomme lui-même le bureau de chaque section et mendie l'aide de tous les partis

bourgeois arrivés au pouvoir. Il y a un fait qui montre la valeur et le caractère de cet ignoble personnage qui déshonore le socialisme : il est sous l'ordre d'un certain Benet, agent du gouvernement anglais à Constantinople. A ce propos, je n'ai pas pu passer sans parler d'un fait qui montre clairement la lâcheté des social-patriotes. En effet, les social-traitres de la deuxième Internationale qui, récemment, se rendirent en Géorgie, s'arrêtèrent pour quelques jours à Constantinople. Ils ont bien visité les lieux de plaisir de la ville, honoré de leur personne les dîners offerts par des riches bourgeois, se sont mis en relation avec Hilmi par l'intermédiaire de ce fameux Benet, agent anglais ; ils ont expressément recommandé de ne pas propager les idées bolcheviques, mais ils n'ont pas eu le temps ni le désir de se mettre en contact avec le prolétariat de la ville, de se rencontrer avec les communistes, parce qu'ils savaient bien ce qui les attendait...

Le « Parti socialiste ouvrier et paysan de Turquie » est le seul parti qui soit vraiment socialiste. Il est, certes, encore faible numériquement, mais ses membres sont des socialistes convaincus et pour la plupart partisans de la troisième Internationale. Il a fait de l'agitation, il a obtenu pas mal de voix aux dernières élections. Il s'est efforcé d'organiser les ouvriers et a déjà créé plusieurs syndicats, dans lesquels il tâche de propager la doctrine socialiste. Il a fait paraître une revue : *Kourtoulouche* (Emancipation) qui défendait le socialisme marxiste. Mais malheureusement, depuis le 16 mars, jour de l'occupation effective de Constantinople par les Anglais, il a cessé de paraître et le parti dont les membres étaient poursuivis par la police gouvernementale et anglaise, s'est trouvé dans l'impossibilité de continuer légalement son activité. C'est dans ces conditions qu'il s'est constitué un « groupe communiste » secret à Constantinople, qui déploie une activité illégale par des tracts et manifestes et par la propagande individuelle. Il est en relation avec d'autres groupes communistes de Constantinople. Il a déjà envoyé deux délégués au Congrès de la Troisième Internationale.

Depuis l'arrivée au pouvoir du cabinet Tevfik pacha, qui se proposa comme tâche essentielle la réconciliation et l'entente avec les nationalistes, le comité directeur du Parti a voulu profiter de cette situation favorable et recommencer son activité légale. Il fera paraître de nouveau *Kourtoulouche*, qui est son organe et des brochures de propagande, si toutefois la censure interalliée veut bien le laisser faire.

En dehors de ces deux organisations, il existe des petits groupements rappelant vaguement les syndicats et même des corporations qui groupent quelques centaines d'ouvriers.

Bien malheureusement, en Turquie, la lutte des races fait perdre de sa force à la lutte des classes. C'est pourquoi les membres des organisations citées sont pour la plupart des Turcs. Mais le Parti ouvrier et paysan s'efforce de fédérer ces syndicats disparates et mal organisés.

J'espère que ces quelques lignes donneront une idée générale sur le mouvement socialiste à Constantinople et feront connaître à nos camarades d'Occident dans quelles pénibles conditions le prolétariat turc, privé de tous ses droits, écrasé sous le militarisme anglo-français, digne remplaçant du militarisme allemand, lutte désespérément pour son existence, sa liberté et son indépendance.

Constantinople.

H. BAYDOUR.

A travers les livres

LA REVOLUTION ET LA LITTERATURE

Les éprouvés de la guerre ont fourni, depuis quelques mois, aux groupements révolutionnaires et communistes, leurs meilleurs éléments. On veut bien leur accorder une large place. Décidés, prêts à l'action, consentant tous les sacrifices, ils sont intraitables, en raison même des erreurs qu'ils ont chèrement rachetées. Ils entendent revivre pour effacer le remords de cinq années de meurtre, de haine, de bêtise, de lâcheté. Et non seulement en France, mais dans tous les pays d'Europe, partout où l'on s'est battu, où les victimes reviennent sur leurs béquilles de la guerre imbécile, les éprouvés joignent les organisations de combat, adhèrent à la Révolution. La génération des rescapés de la tranchée est immense. Elle devrait être tout, et elle n'est rien, parce que certaines, parmi ces victimes, n'ont pas assez souffert, parce que d'autres n'ont pas encore compris, parce que les erreurs et les fautes se renouvellent, et parce que l'homme, qu'il soit cul-de-jatte ou manchot, s'adapte trop facilement à de nouvelles misères. La majeure partie des survivants est avec nous. Mais il en est encore trop qui ont trop vite renoncé, abdiqué. Il en reste encore trop qui se sont résignés, comme si l'on avait le droit et les possibilités de se résigner devant l'injustice. Ceux-ci, les propagandistes de nos groupements ont pris à charge de les réveiller, de les diriger, de les épauler pour aider leurs premiers pas, de les rééduquer, de former leur esprit et leur cœur. Nos écrivains, nos orateurs,

nos professeurs, sont prêts à faire d'eux les révoltés reconnaissants, les ardents socialistes qu'ils furent peut-être avant l'unanime reniement de 1914. Besogne ardue, périlleuse, pour laquelle on découvre chaque jour de nouveaux volontaires.

La guerre s'était épanouie, l'homme s'était fait à son image. La trahison des chefs et l'acceptation des masses avaient permis aux uns et aux autres de perdre le socialisme et de le tuer dans le cœur des combattants. Voici que le socialisme renaît dans nos instituts de rééducation révolutionnaire, grâce aux maîtres de Russie, aux disciples de France ou d'Allemagne. La poésie y est-elle pour quelque chose, comme le tract, la réunion publique, le livre, le journal ? Pourquoi non, et pourquoi pas plus la poésie que le reste ? Cinq ans de guerre ont fait, par la censure, l'état de siège, taire les écrivains et massacrer les poètes, danger national. Quand les peuples se battent, les canons hurlent à la mort, les mitrailleuses crépitent, le poète, l'homme d'amour et de bonté, participe à la haineuse bataille. Sa voix est étouffée. Une balle perdue le tue, au créneau, au moment peut-être où de beaux vers chantaient sur ses lèvres. Il n'y a pas de poètes pendant la guerre, sinon des poètes de guerre. Encore préservait-on les chantres officiels. Mais, maintenant, on ne se bat plus. Maintenant, on est écoeuré de s'être battu. Maintenant, on souffre, car on a le temps de souffrir des plaies que la guerre a faites, du sang que l'on a versé. Aux poètes survivants de reprendre leur lyre pour bercer la grande misère des hommes, leur enseigner la pitié, l'amour, le vrai courage, la joie de vivre. Leur rôle commence. L'humanité, qui ne peut plus pleurer, ne sait plus sourire. Aux poètes de chanter pour consoler les mères et les veuves, ranimer la pensée des morts, attester leurs vains sacrifices, et faire garder aux hommes le souvenir des jours de faim, de boue, de sang...

..

Je fais hommage à Rappoport d'une reconnaissance d'autant plus vive qu'il m'autorise à parler, dans cette revue ordinairement consacrée à des discussions plus graves, des poètes. On chercherait en vain l'hospitalité pour une critique littéraire dans les périodiques politiques actuels. Serait-ce que l'on prévoit, pour les poèmes dont on parle, une diffusion difficile ? Serait-ce aussi que le goût de la poésie n'a pas été cultivé chez nous, que les éditeurs n'ont rien tenté pour l'acclimater, que le livre est cher, et que l'acheteur craint trop souvent de passer pour un intellectuel ou pour un romantique ? Cependant, l'effort d'un poète est-il moins valeureux que celui d'un romancier ? Une égale propagande peut être tentée par la poésie ou le

roman, et je ne sais si la poésie n'est pas mieux appréciée. Le poète est parfois plus profond, plus humain. S'il n'abuse pas d'un sentimentalisme puéril, s'il est assez poète pour attaquer la corde sensible, s'il fait appel à ce qu'il sait le meilleur, le plus doux et le plus vrai de nous, il a obtenu de charmer, de séduire, d'impressionner, comme un orateur habile, mais avec plus de souplesse et d'harmonie. J'ai dit que les poètes étaient des éprouvés de la guerre. Parmi eux, trois se sont révélés en parlant de la guerre : Marcel Martinet et ses *Temps Maudits*, Paul Vaillant-Couturier et ses *XIII Danses Macabres*, Noël Garnier et son *Don de ma Mère*. Tous trois ont édifié l'œuvre tragique de la guerre, avec de simples mots, des images vives, en remuant des souvenirs douloureux, en fouillant dans leurs cœurs pour en sortir la lie mauvaise des mauvais jours. Tous trois, avec une passion généreuse, et parce qu'ils sont poètes avant tout, ont su, mieux que par des phrases et de la documentation, renouveler notre horreur des tueries, notre dégoût de ce qui fut l'innommable. Leurs poèmes ont chanté les désespoirs lourds, les souffrances muettes, le long calvaire des hommes de la tranchée. Il n'y a pas un combattant qui, les ayant lus, n'ait pleuré. Qu'on aille déterminer, après cela, les influences littéraires, le style, la forme, les défauts techniques de leurs vers, il n'est que ceci de réel, d'émouvant, les larmes qu'ils ont fait couler.

On cherche des poètes socialistes, au moins un, mais qui soit grand, qui domine, qui fasse honneur aux idées, qui soit un leader du Verbe. Il n'y a pas de poètes socialistes : il n'y a que des poètes. Marcel Martinet, Paul Vaillant-Couturier, Noël Garnier, sont socialistes. Ne sont-ils pas d'abord poètes ? Ne sont-ils point socialistes en fonction du poète ? Aussi bien comment peut-on être poète, si l'on n'est point socialiste, si l'on ne sent pas en socialiste, si l'on ne conçoit pas en socialiste ? Il n'y a pas de poète socialiste, mais il n'y a pas de poésie sans socialisme. Un poète ne se classe pas. Il est un homme, sensible à la beauté, à la joie. Il chante l'amour, la liberté, la pitié : il chante le socialisme. Il aime, ou il n'est pas poète, et quand on aime n'est-on pas socialiste ? Il défend la vie. Qu'est-ce que nous faisons donc ? Il s'agit de s'entendre sur le mot et la chose. Un poète de talent, s'il compose des odes pour glorifier le meurtre, la mort, la guerre, est-il encore tout à fait un poète ? D'Annunzio, qui vante les *Arditi* tombés à Gorizia, entend peut-être renouveler les exploits immortels d'Homère ou de Corneille, mais il n'est pas plus poète que le barde Botrel ou Monsieur Fursv. Il y avait, dans les music-halls, pendant la guerre, des versificateurs — parfois heureux — qui rimaient pour le compte

de M. Clemenceau. Etaient-ils des poètes ? On peut écrire des vers de qualité, découvrir des rimes riches, se jouer des hiatus, aligner des alexandrins avec une précision mathématique, on n'est pas, malgré cela, poète. La poésie vaut mieux, parce qu'elle exige une éclatante sincérité, un don total de soi-même, une générosité qui réhabilite parfois certain poème défectueux.

**

En relisant Vaillant-Couturier, et Noël Garnier, et Marcel Martinet, en me rappelant tout ce qu'on a dit de leurs poèmes, les discussions stériles sur tel vers ou tel autre, j'aime ne pas prendre parti, et penser que les classiques furent peut-être plus poètes que les romantiques, mais qu'il y a toute la poésie chez des vers-libristes modernes. Et qu'importe ! Qu'elle aille sur douze pieds, ou à cloche-pied, qu'elle soit ordonnée ou bien irrégulière, pourvu qu'elle chante, pourvu qu'elle nous émeuve, la poésie est toujours belle, et nous l'aimons. Alphonse Daudet avouait, à qui voulait l'entendre, orgueilleusement, qu'il ne voulait pas savoir quel était le meilleur musicien de son temps parce qu'il aimait trop la musique. Son jugement, d'un élégant arbitraire, pouvait se résumer ainsi : « Je suis ému par cette symphonie, donc elle est belle ». On aurait pu répondre à Alphonse Daudet que certains airs tristement chantés par un orgue de barbarie sont émouvants mais qu'il n'y a pas là de la musique. A quoi l'auteur de *Sapho* eût répliqué par une boutade. Son enseignement, pour sévère et sans portée qu'il soit, peut être cependant médité. Ce qu'il disait de la musique, nous pourrions le dire de la poésie. Pourvu que ça chante, voilà l'essentiel ! Mais les œuvres de Vaillant-Couturier, de Noël Garnier, de Marcel Martinet, n'aboutissent pas seulement à séduire, en surface, à fleur de peau, comme de jolies et tendres romances de sentiment. En dépit qu'on en ait pu dire, du point de vue de la versification, ces trois poètes sont impeccables. Ils observent les règles du jeu. Ils gagnent à tous coups. Nous sommes attachés à la fois à la pensée, à l'harmonie, à la forme de leurs poèmes. Ils ont, tous trois, le sens du rythme par quoi la poésie s'apparente et se lie à la musique, à la danse, les complète ou les divinise parfois. Vaillant-Couturier, fils de musiciens, l'a si bien compris qu'il appelle ses treize poèmes, des *Danses Macabres*. Noël Garnier, instinctivement, compose comme sur un clavier. Marcel Martinet (je ne sais s'il est ou non féru de musique) a, dans son livre, quelques pages qui semblent écrites sous l'inspiration d'un Bach ou d'un Schumann. Je ne crois pas me tromper en définissant ainsi la valeur primordiale de ces poètes, car ils donnent, à les lire,

cette étrange sensation que leurs vers sont faits de croches, de points d'orgue, avec accompagnement en mineur et dièses de renforcement. Ils composent suivant les règles qu'observeraient les musiciens. Ainsi, jamais ils ne sont inférieurs à la musique, et si l'accompagnement faiblit, ils soutiennent le chant par quelques notes de transition qui permettent d'attendre le poème large, humain de leur partition.

J'attendrai d'avoir mieux connu les *Temps Maudits* de Marcel Martinet pour en parler avec précision. Il ne m'a été donné d'en lire qu'une partie, et je considérerais comme une hérésie de les critiquer sans plus amples informations. Les mêmes réserves n'ont pas à être faites quant aux livres de Paul Vaillant-Couturier et Noël Garnier, que j'ai lus et relus, dont j'ai apprécié, avec une affectueuse ferveur, les défauts et les qualités. Paul Vaillant-Couturier pouvait-il ne pas être poète ? Issu d'un ménage d'artistes, il a vécu ses premières années dans la familiarité des peintres et des musiciens. Il a connu tôt Beethoven et les Maîtres. Noël Garnier, né tout près de la Méditerranée, enchanté sa jeunesse de nos classiques et prit goût, lui aussi, à l'harmonie rédemptrice des grands musiciens. Tous deux sont doués d'une éloquence jeune, vibrante, que la guerre nous a révélée. Adolescents au 1^{er} août 1914, ils ont, depuis le premier jour, participé à des combats inutiles et meurtriers, à des combats de quatre ans. La guerre les a révélés, comme elle a révélé la conscience de tous ceux qui souffrirent d'elle. Ils sont nés de la guerre et n'en sont pas humiliés. On ne rougit pas d'être né dans la misère. On la combat. C'est ce qu'ils font, tous deux, et ce qu'ils font nous reconforte, nous console. Nés de la guerre, éprouvés de la guerre capitaliste, ayant, en quatre ans, connu la honte de tuer, l'aveuglement haineux de l'homme, la tristesse, la faim, le froid, la mort lente qui décimait les tranchées où, pêle-mêle, les vivants et les cadavres oubliaient fraternellement la vie, ils se révèlent des hommes. Comment la sensibilité féminine de Noël Garnier, la passion et la foi de Vaillant-Couturier eussent-elles pu résister à ce qui fut, pendant quatre ans, de l'Yser aux Vosges ? Ils ont compris, comme nous, ils ont médité. Les voici, délibérément jetés dans la mêlée, donnant, par une action quotidienne, le fécond exemple aux camarades encore incertains. Ils ont récolté, de ci de là, injures et peines, mais les injures et les peines sont moins lourdes à porter que « l'as de carreau », ou la boue sanglante qu'ils emmenaient à leurs bottes les nuits de relève... Ce ne sont pas de grands poètes mais des poètes plus simplement, vrais, neufs, dévoilant leur âme devant nous, faisant confiance des souffrances et de la lâcheté du monde, douloureux surtout.

Je voudrais pouvoir comparer *Les XIII Danses Macabres* au premier recueil de poèmes de Vaillant-Couturier, *La Visite du Berger*. L'édition en est épuisée, et c'est fâcheux car j'eusse voulu constater l'évolution naturelle du talent et de l'esprit de son auteur. Depuis *La guerre des Soldats*, ce roman puissant, écrit en collaboration avec Raymond Lefebvre, nous étions, il est vrai, fixés sur l'attitude de Vaillant-Couturier qui n'a fait que s'affirmer et persister courageusement. Les *XIII Danses Macabres* sont de courts poèmes, après, rageusement transcrits, sur la mort qui rôde autour de la jeunesse livrée à sa luxure par ses complices éternels. La guerre est en quelques pages dépouillée de son auréole, et Vaillant-Couturier en fait voir la tragique mystification. Il dit :

*C'est la frise obsédante, où chaque jour l'enchaîne,
des nouvelles danses macabres,*

Il a découpé la frise, dentelée par la mort qui a mordillé, de ci, de là, à même la chair des jeunes, des petits gars qu'elle nous a pris. Et il se souvient, au début, comme en priant de tout ce qui fut la belle folie du passé :

*Les mains, les lèvres, et les dos
et les plaisirs de nos amis
leurs caresses indéfinies...
O l'embarquement pour Lesbos !
Les lits larges, les corps faciles,
les coutumières impudeurs
si noires, les chaudes odeurs,
et le mysticisme fragile...*

Vers, un peu pervers, et si jolis de forme, qui étonneront le lecteur attentif à frémir et s'attrister. Le poète conclut pour le satisfaisant, par un chant large et grave sur la mort :

*lorsque mai claque dans nos veines
comme un haut pavillon de rut,
accueillant nos désirs farouches
et ce goût des risques ardents
elle colle sur notre bouche
la mitrailleuse de ses dents.*

Il faudrait tout citer et je ne critiquerais pas s'il n'y avait, après tant de vers magnifiques, des incorrections et des fautes que Vaillant-Couturier se hâte d'ailleurs de réparer. Quand il est toute noblesse en disant :

*vos maisons ne sont rien, ni la tâche des villes
ni le pas fécondant des hauts bœufs laboureurs.*

Il tombe à cette préciosité.

La mort revient et fait de courts compliments fades.

Mais il retrouve sa force, son éloquence généreuse, et l'indignation montant à ses lèvres lui fait reprendre sa grande voix pour crier, véritablement inspiré :

*Par un jour faux de magnésium furtif et blanc
agonisent, dans l'épouvante et les supplices,
cachant leur tête entre leurs cuisses,
les grands peuples inconscients.*

D'une manière saisissante, est-ce point l'image de la guerre, décrite en quatre vers remarquables ? Il en est d'autres encore, mais l'abondance des matières m'oblige à rompre court avec les citations, sans omettre cependant le dernier poème des *Danses Macabres* (1) sur la Révolution de Berlin, la dernière, où la mort « danse au pas révolutionnaire », où l'on tue, l'on se bat, en vingt-quatre vers brefs, martelés, terribles et précis, où, pour finir la danse :

*Ce soir, pour clôturer le bal,
la mort jettera dans le noir canal
le corps de Rosa auprès du corps de Karl.*

Henri Barbusse, écrivant une préface pour le livre de Noël Garnier, déclare : « Le recueil est un des beaux livres vrais de la guerre. Il l'évoque en l'approfondissant » et, plus loin, l'auteur du *Feu* ajoute : « Dans ce livre-ci, la vision du cataclysme sort par lambeaux de l'émotion et de la tendresse, et est inoubliable comme le cauchemar qu'on a crié ». Je ne voudrais rien ajouter à cette parfaite démonstration du *Don de ma Mère*, œuvre indiscutablement véridique ; d'une vérité supérieure, « sans bornes et sans excuses » dit Barbusse.

Je ne voudrais rien ajouter, sinon que Noël Garnier, comme Vaillant-Couturier, est mon ami, un ami de même âge, et que je connais sa pensée de tous les jours, son œuvre de chaque moment. Elles relèvent fidèlement de la pensée douloureuse qui lui fit écrire le *Don de ma Mère*. Pourquoi ce titre ? Gamin tendre, isolé dans la guerre, il a, dans les moments où d'autres tombaient, songé de toute son âme à la maman inconnue que d'autres appelaient en mourant. Il était isolé dans l'immense champ de mort et son souvenir est allé vers sa maman à lui, qu'il a si peu connue, qui ne fut qu'une lueur dans son enfance. Et pour tout ce que la disparue lui donna, il apporte, en échange, un cœur fervent et frémissant, pitoyable, grandi par la douleur, un cœur innombrable d'homme né dans l'horreur des tueries. Il a pleuré devant l'ombre de sa maman. Il s'est incliné devant l'amour que les mères portent dans leurs entrailles et nous offrent avec la vie.

Les premiers poèmes du *Don de ma Mère* (1) sont un peu recherchés. Une certaine afféterie les dépare, mais, dans le milieu du recueil, les trente premières pages passées, le poète élargit son œuvre, la grandit, l'harmonise et la hausse jusqu'au réalisme de la tragédie. Il chante ceci :

*Ce soir la Pitié dort au creux de mon épaule,
Le vent glacé d'hiver ne la réveille pas.*

Et ceci n'est-il pas d'une touchante simplicité ? Voyez aussi comme il décrit la vie pauvre du soldat, avec une délicatesse émue, avec une perfection rare

*Chaque jour, plus formels et lourds de vérité,
comme des fruits trop mûrs pour un arbre sans sève,
un jardin sans enfants, une Vie sans été
et douze pauvres mois sans amour et sans rêve.*

Il nous découvre la physionomie de la tranchée, où « les créneaux clignent leurs yeux gourds ». Puis il chante sur de vieux airs, des rondels naïfs et tendres, par exemple il note ses minutes volées sur la mort

*Ma petite vie
est là dans mes bras*

Lisez encore la *Berceuse des Morts* de ma section, et les regrets qu'il apporte sur les tombes de ceux qui aimaient tant la vie que « Tous les soleils sont morts... un front de plus ouvert. » Lisez surtout, dans le chapitre des « Heures Blanches », l'émouvante prière à la maman « qui êtes dans mon ciel », exquisement triste, douce, légère, immatérielle comme celle qu'il supplie, et tous les poèmes dédiés à sa mère, qui sont les meilleurs du livre.

Plaisons-nous encore à retenir les vers sur le petit enfant, vers larges comme des hymnes, grandioses et purs. Plaisons-nous enfin à aimer cet ensemble de poèmes, ce livre de révolte, de souffrance, où nous cueillons sur ce passé si près de nous qu'il semble nous retenir prisonniers, ce passé qui saigne encore en nous.

Je n'ai pas dit tout ce que j'avais à dire de ces deux livres, de leurs auteurs. Était-ce possible ? Noël Garnier et Vaillant-Couturier, qui savent avec quel cœur j'ai parlé d'eux, ne m'en voudront pas d'une critique un peu bien arbitraire. J'ai voulu simplement, exclusivement, marquer qu'ils étaient des poètes. Ces éprouvés de la guerre, rédimés par la guerre, sont des poètes plus grands que d'autres parce qu'ils ont opté : ou tout l'amour ou toute la haine. Ils ont choisi en hommes, en révolutionnaires. Ils sont de la grande lignée des poètes, qui furent, parmi les grands, des révoltés. Bernard LECACHE.

Le Gérant : CH. RAPPOPORT.

Imp. de la Sté M^{me} d'Édition, 96, rue Oberkampf, Paris

L'Internationale Communiste

Organe du Comité exécutif de l'Internationale communiste
paraît en 4 langues (russe, français, allemand et anglais)

Pétrograd, Smolny, 58

Rédaction : Cabinet de Zinowiev

Comunismo

esce il 1° ed il 15 di ogni mese
direttore G. M. Serrati
Milano. — Vio S. Damiano 16.

Il Soviet

organo della Frazione comunista
astensionista del Partito
Socialista Italiano
Napoli, Borgo S. Antonio 221.

L'Ordine Nuovo

setti manale socialista
Torino. — Via XX Settembre 19.

Le Phare

Education et Documentation
Socialistes
Directeur : Jules Humbert-Droz
P.-H.-Matey 27, Chaux-de-Fonds
(Suisse)

Lupta de Clasa

paraît le 1 et le 16
Bucarest, Strada Sf. Jonică, 12.

Russische Korrespondenz

West-Europäisches Unter-
Sekretariat der K. I., Berlin.

Die Internationale

Gegründet von Rosa Luxemburg u.
Franz Mehring
Zentrale der Kommunistischen
Partei Deutschlands. — Berlin.

Kommunistische Räte Korrespondenz

Herausgeber Die Zentrale der
Kommunistischen Partei
Deutschlands. — Berlin.

Jugend-Internationale

Kampforgan der Kommunistischen
Jugend-Internationale
Berlin, Stralauerstrasse 12.

Kommunismus

Kommunistische Zeitschrift für die
Länder Südosteuropas.
Wien, VIII, Alserstrasse 69.

Novoie Vremia

Revue du parti communiste bulgare
Sofia. — Narodn Dom.

Vient de paraître :

à la Bibliothèque du Travail

144, rue Pelleport, Paris (xx^e)

VOYAGE EN RUSSIE ROUGE

“ LA RÉPUBLIQUE DU TRAVAIL ”

*Soixante vues de la République ouvrière et paysanne
de Russie*

Avec un beau portrait de

RAYMOND LEFEBVRE, LEPETIT, VERGEAT

Prix de l'album : 4 francs

En Vente à la « Librairie du Travail », 96, quai Jemmapes,
Paris (x^e)